ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 13 octobre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1004 ■

AADL 3

200.000 logements sont en cours de réalisation

P 16

25E CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

L'Algérie réaffirme le rôle central du gaz et de l'OPEP+

Les travaux du 25e Congrès mondial de l'énergie (WPC Energy 2026) ont débuté lundi à Riyad, en Arabie saoudite, avec la participation du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Intervenant lors du dialogue ministériel sur les marchés pétroliers et gaziers, M. Arkab a appelé à intensifier les investissements dans les infrastructures énergétiques afin de sécuriser les approvisionnements face à la hausse de la demande. Il a également souligné le rôle pivot du gaz naturel dans le mix énergétique mondial et salué l'action de l'alliance OPEP+ pour préserver la stabilité des marchés. P 3



SALON KAHRABA EXPO 2026 À ALGER

La dynamique du secteur de l'énergie et des EnR à l'honneur

Le Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables "Kahraba Expo 2026", qui s'ouvrira aujourd'hui mardi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), constitue une véritable plateforme interactive pour les professionnels, afin de mettre en avant leurs capacités et de présenter leurs solutions innovantes, à l'aune de la dynamique sans précédent que connaît le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables en Algérie.

P 2

CROISSANCE, INVESTISSEMENT ET EMPLOI

Les axes prioritaires du PLF 2027 présentés

Le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, a présenté, lundi après-midi, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances (PLF) 2027, qui prévoit plusieurs mesures visant à renforcer la stabilité macroéconomique, à soutenir l'investissement productif et à donner une nouvelle impulsion au processus de diversification économique.

P 5

PÉTROCHIMIE

Club Energy organisera une table ronde le 31 octobre prochain à Alger

L'Association nationale « Club Energy » organisera, le samedi 31 octobre 2026, à Alger, une table ronde consacrée à la pétrochimie en Algérie, sous le thème « État des lieux, perspectives, enjeux et conditions d'émergence d'une filière compétitive ».

P 3

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR (FIDAK 2026)

L'Algérie invitée d'honneur de la 34e édition prévue en décembre P 2

HYDROCARBURES, MINES ET AGRO-INDUSTRIE

Les secteurs à fort potentiel de croissance en Algérie P 5

COMMERCE INTÉRIEUR

Contrôle des prix au niveau des unités de production P 4

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR (FIDAK 2026)

L'Algérie invitée d'honneur de la 34e édition prévue en décembre

L'Algérie sera l'invitée d'honneur de la 34e édition de la Foire internationale de Dakar (FIDAK), prévue du 10 au 16 décembre prochain dans la capitale sénégalaise, une participation qui vise à promouvoir les produits nationaux et à renforcer leur présence sur les marchés africains, a annoncé le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. À cet effet, le ministère a annoncé l'ouverture des inscriptions aux entreprises et sociétés algériennes productrices et exportatrices souhaitant prendre part à cette manifestation économique et commerciale. La participation algérienne à cette édition constitue une opportunité pour les opérateurs nationaux de faire connaître leurs produits et services, de nouer de nouveaux partenariats commerciaux et d'explorer les perspectives offertes par les marchés d'Afrique de l'Ouest. Les entreprises activant dans plusieurs secteurs sont concernées par cet appel à participation, notamment les industries agroalimentaires et agricoles, les industries manufacturières, les matériaux de construction et les équipements, les énergies renouvelables, ainsi que les services et le conseil.
Organisée au Centre international du commerce extérieur du Sénégal (CICES), à Dakar, la Foire internationale de Dakar figure parmi les principaux rendez-vous économiques et commerciaux de la région. Elle offre un cadre d'échanges entre les entreprises et les opérateurs économiques, favorisant la promotion des produits et services ainsi que le développement des relations commerciales. Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à diversifier les exportations algériennes hors hydrocarbures, à élargir les débouchés des entreprises nationales et à consolider les échanges économiques avec les pays africains. Les entreprises intéressées peuvent effectuer leur inscription via la plateforme mise à disposition par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, à l'adresse suivante : https://www.mcepe.gov.dz/foire_fidak.

Z R.

SALON KAHRABA EXPO 2026 À ALGER

La dynamique du secteur de l'énergie et des EnR à l'honneur

Le Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables "Kahraba Expo 2026", qui s'ouvrira aujourd'hui mardi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), constitue une véritable plateforme interactive pour les professionnels, afin de mettre en avant leurs capacités et de présenter leurs solutions innovantes, à l'aune de la dynamique sans précédent que connaît le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables en Algérie.

Synthèse R E/Agence

Les participants à ce salon, dans cette 2e édition (13-15 octobre), présenteront des équipements et du matériel électriques, des systèmes et des solutions d'énergie solaire, des technologies de stockage de l'énergie et des énergies renouvelables ainsi que des solutions durables, en plus des équipements et des solutions destinés au secteur industriel et des solutions d'efficacité énergétique et de rationalisation de la consommation d'énergie, ont indiqué les organisateurs. Le salon intervient dans un contexte marqué par une importante dynamique visant à promouvoir et à développer le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables en Algérie, notamment au regard des transformations internationales, en tant que secteur essentiel au développement économique et social du pays. Cela nécessite de travailler à l'exploitation des ressources disponibles, à l'attraction des investissements locaux et étrangers et à l'échange d'expériences avec d'autres pays, d'autant que l'Algérie a lancé plusieurs grands projets structurants. Parmi ces projets ambitieux et stratégiques figure le programme d'installation de 15.000 mégawatts d'énergies renouvelables (solaire photovoltaïque) à l'horizon 2035. Dans ce cadre, deux centrales photovoltaïques d'une capacité de 200 mégawatts chacune ont été inaugurées en mai dernier et mises en exploitation à El Meghaïer et à Laghrous (Biskra), concrétisant sur le terrain les efforts de l'Algérie en matière de transition énergétique en vue de parvenir à un mix énergétique efficace et équilibré.
Aux projets solaires en cours s'ajoutent les efforts visant à développer la filière de l'hydrogène vert à travers le projet du corridor méridional de l'hydrogène (South H2), qui vise à exporter 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an depuis l'Algérie vers trois pays européens (l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne), sur un tracé de 3.000 km.
L'Algérie joue un rôle central dans ce projet à l'échelle régionale. Ainsi, ce salon constitue une importante opportunité pour présenter et promouvoir les différentes réalisations, les solutions innovantes, l'expertise et le savoir-faire, ainsi que pour signer des accords de partenariat et de coopération entre les différents acteurs du domaine, contribuant à accroître la contribution de ce secteur au produit intérieur brut (PIB).
Des conférences techniques spécialisées seront organisées et porteront sur les technologies de formation des réseaux électriques et leur rôle dans la garantie de leur stabilité et la facilitation de l'intégration des énergies renouvelables, ainsi que sur les micro-réseaux et les solutions d'intégration de ces énergies. En outre, les débats seront axés sur l'efficacité énergétique dans l'éclairage urbain, la transformation numérique dans le secteur de l'énergie, le développement des nouvelles énergies et des systèmes intelligents, ainsi que sur la synchronisation de l'heure et de la fréquence dans les réseaux électriques, en termes de besoins, de solutions et de meilleures pratiques. La première édition de ce salon, organisée en novembre 2025, avait enregistré la participation d'une quarantaine d'exposants représentant des bureaux d'études, des fabricants de câbles électriques, des ingénieurs et des techniciens en électrotechnique, ainsi que des entreprises concernées par le développement du secteur.

VALORISATION DES DÉCHETS SIDÉRURGIQUES

Signature d'un accord de coopération entre la SNRV et la société slovaque BK Investment

La Société nationale de récupération et de valorisation (SNRV) et la société slovaque BK Investment ont signé, le dimanche 11 octobre 2026, un protocole d'accord visant à développer un projet de traitement et de valorisation des déchets issus de l'industrie sidérurgique, selon un communiqué de SNS Holding.
La cérémonie de signature s'est tenue au siège de la Société nationale des Aciers (SNS Holding), en présence du Président-directeur général du Holding, M. Slimane Arar, ainsi que de cadres et de responsables des deux parties, précise le communiqué.
L'accord a été paraphé par M. Abdelhak Bezahi, Président-directeur général de la SNRV, et par M. Khalil Belmechri, Président-directeur général de BK Investment. Inscrite dans le cadre des efforts visant à renforcer la valorisation des déchets industriels et la récupération des matières récupérables, cette coopération porte sur la mise en place d'un projet dédié aux déchets générés par la sidérurgie. Selon SNS Holding, elle permettra de mieux exploiter les sous-produits industriels, de soutenir l'économie circulaire et de contribuer à la réalisation du développement durable.

Z R.

LE GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE, SPONSOR PLATINUM DE LA 2e ÉDITION DE FORMATECH EXPO 2026

La technologie au service des compétences et de l'avenir

Le Groupe Télécom Algérie participe en qualité de Sponsor Platinum à la deuxième édition de FormaTech Expo 2026, Salon de la Formation Intelligente et des Métiers Augmentés, qui se tiendra du 12 au 15 octobre 2026 au Palais des Expositions, Pins Maritimes (SAFEX), à Alger.
Dans un monde marqué par l'accélération des mutations technologiques, l'intelligence artificielle et la transformation numérique, le développement des compétences constitue un levier essentiel pour accompagner le changement, stimuler l'innovation et renforcer la performance des entreprises. Au-delà des infrastructures et des technologies, ce sont avant tout les femmes et les hommes, par leur savoir-faire et leur capacité d'adaptation, qui donnent toute sa valeur à la transformation numérique.
C'est dans cette perspective que s'inscrit la participation du Groupe Télécom Algérie à FormaTech Expo 2026. À travers son engagement en tant que Sponsor Platinum, le Groupe réaffirme sa volonté de soutenir les initiatives qui favorisent la formation continue, le partage des connaissances et le développement des compétences nécessaires aux métiers de demain.
Le Groupe Télécom Algérie et ses filiales disposeront d'un espace d'exposition commun de 60 m², qui permettra de présenter leurs offres, leurs services et leurs solutions technologiques, tout en donnant aux filiales l'occasion de valoriser leurs expertises respectives et d'échanger avec les professionnels du secteur. Cette participation s'inscrit également dans la volonté du Groupe de rapprocher les compétences des besoins réels du terrain, d'accompagner les évolutions des métiers et de renforcer les synergies entre les entreprises de son portefeuille, dans un environnement économique où l'innovation et la maîtrise des nouvelles technologies occupent une place croissante. À travers cette participation, le Groupe Télécom Algérie réaffirme sa conviction que l'investissement dans le capital humain est un investissement stratégique dans la performance durable des entreprises et dans l'avenir du pays.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

25E CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

L'Algérie réaffirme le rôle central du gaz et de l'OPEP+

Les travaux du 25e Congrès mondial de l'énergie (WPC Energy 2026) ont débuté lundi à Riyad, en Arabie saoudite, avec la participation du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Intervenant lors du dialogue ministériel sur les marchés pétroliers et gaziers, M. Arkab a appelé à intensifier les investissements dans les infrastructures énergétiques afin de sécuriser les approvisionnements face à la hausse de la demande. Il a également souligné le rôle pivot du gaz naturel dans le mix énergétique mondial et salué l'action de l'alliance OPEP+ pour préserver la stabilité des marchés.

Par Selma R.

Cette session, qui réunissait des figures majeures du secteur, dont le secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, a permis au ministre d'insister sur la croissance durable de la demande mondiale de pétrole et de gaz, portée par les pays émergents d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Il a précisé que « les transformations du système énergétique mondial ne signifient pas nécessairement une baisse généralisée de la consommation de pétrole, mais plutôt une évolution de la nature de la demande, de sa répartition géographique et de ses usages ». Il a notamment mis en avant la hausse des besoins dans l'aviation, le transport lourd et la pétrochimie.

Pour Mohamed Arkab, le défi majeur réside dans la mobilisation des financements nécessaires pour transformer les ressources en capacités effectives de production, de transport et d'exportation. Il a ainsi averti que « l'insuffisance des investissements pourrait accentuer les déséquilibres entre l'offre et la demande et provoquer une volatilité accrue des marchés », et appelé à investir à long terme dans l'ensemble des infrastructures : gazoducs, GNL, ports, raffinage et stockage. Dans cette optique, il a valorisé les efforts de l'Algérie pour développer ses hydrocarbures et attirer les investisseurs, notamment à travers le lancement de l'Algeria Bid Round 2026. Il a indiqué que « le dispositif prévoit notamment la mise à disposition des données techniques par l'intermédiaire de salles de données virtuelles, avec pour objectif l'évaluation des offres et la signature des contrats avant mars 2027 ». Il a enfin rappelé la volonté du pays de favoriser le transfert de technologies grâce au cadre attractif de la loi sur les hydrocarbures de 2019.

S'agissant du marché gazier, le ministre a rappelé le rôle pivot du gaz naturel et du GNL pour répondre à la hausse de la demande d'électricité et des besoins industriels, soulignant « leur contribution à la flexibilité des systèmes énergétiques, en complément du développement des énergies renouvelables ». Il table par ailleurs sur une progression du GNL à 65 % du commerce mondial de gaz. Face à cette évolution, il a insisté sur l'urgence d'investir dans les infrastructures gazières, en mettant l'accent sur l'importance majeure du projet de Gazoduc Transsaharien (TSGP), qui reliera le Nigeria à l'Algérie via le Niger. Selon lui, « le projet est passé de la phase des études à celle de la réalisation, après l'adoption de l'étude de faisabilité actualisée en juin 2026 et le lancement officiel des travaux sur le tronçon algérien le 4 juin dernier. Cette infrastructure devrait contribuer à renforcer la sécurité énergétique et l'intégration régionale en Afrique ».

Sur le volet pétrolier, Mohamed Arkab a salué le rôle stabilisateur de l'alliance OPEP+ face aux risques géopolitiques, tout en insistant sur la nécessité de renforcer les chaînes de valeur dans le raffinage et la pétrochimie. Il a conclu en rappelant que « la sécurité énergétique mondiale repose sur des investissements suffisants, engagés en temps opportun, une visibilité à long terme et une coopération équilibrée entre pays producteurs et consommateurs ».

Arkab multiplie les rencontres bilatérales en marge du Congrès

La participation de la délégation algérienne à ce Congrès s'inscrit dans la volonté de promouvoir les potentialités et les opportunités d'investissement du pays. Placé sous le slogan « Des voies vers un avenir énergétique pour tous », cet événement de la Semaine de l'énergie réunit experts et dirigeants mondiaux pour débattre de la sécurité énergétique, de la stabilité des marchés, des nouvelles technologies et des mutations du mix énergétique.

Dans ce cadre, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, accompagné du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, s'est entretenu avec le ministre saoudien de l'Énergie, de l'Industrie et des Ressources minérales, Abdelaziz ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud. Cette rencontre visait à consolider les relations bilatérales historiques et à élargir la coopération dans les secteurs des hydrocarbures, des énergies renouvelables et du dessalement de l'eau de mer. Les discussions ont porté sur le développement conjoint de projets d'exploration, de pétrochimie et de réduction de l'empreinte carbone entre Sonatrach et les entreprises saoudiennes, tout en favorisant le transfert de technologies et la formation. Les deux parties ont également abordé le renforcement des partenariats dans l'électricité, l'hydrogène propre, le solaire photovoltaïque et l'efficacité énergétique, notamment à travers le Conseil supérieur de coopération algéro-saoudien et le Conseil ministériel arabe de l'électricité. Enfin, elles ont salué l'impact positif de l'alliance OPEP+ sur la stabilité du marché pétrolier international, en réaffirmant leur engagement total envers les accords conclus pour garantir l'équilibre des marchés et la pérennité des investissements énergétiques à long terme.

Dans ce même élan de coopération, Mohamed Arkab s'est également entretenu avec son homologue irakien, Bassem Mohammed Khudair Al-Abadi, afin de renforcer les partenariats bilatéraux. Les discussions ont porté sur des projets conjoints entre Sonatrach et les compagnies irakiennes, notamment dans l'exploration, la pétrochimie et les engrais, ainsi que sur le partage de l'expertise algérienne dans la valorisation du gaz associé. Tout en soulignant l'importance des technologies propres pour réduire les émissions, les deux ministres ont réaffirmé leur engagement à coordonner leurs actions au sein de l'OPEP, de l'OPEP+ et du FPEG afin de stabiliser les marchés.

Le ministre d'État a par ailleurs rencontré son homologue koweïtien du Pétrole, Tariq Suleiman Al-Roumi, avec l'objectif de renforcer la coopération bilatérale et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat dans les industries pétrolière et gazière. Les discussions ont principalement porté sur la coordination étroite entre les deux pays au sein de l'OPEP et de l'alliance OPEP+, dans le but de garantir la stabilité des marchés mondiaux et l'équilibre des approvisionnements. À cette occasion, Mohamed Arkab a invité les entreprises koweïtiennes à investir en Algérie et à prendre part au récent appel d'offres Algeria Bid Round 2026, en profitant du cadre juridique avantageux du secteur. De son côté, le ministre koweïtien a salué la vision stratégique algérienne et exprimé l'intérêt prononcé de son pays pour la concrétisation de projets conjoints à long terme.

ÉNERGIE

Le ministre Adjal s'entretient avec ses homologues égyptien et jordanien

En marge du 25e Congrès mondial de l'énergie (WPC Energy), qui se tient à Riyad du 11 au 15 octobre 2026, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a mené une série de rencontres bilatérales avec plusieurs de ses homologues, dans le but de renforcer la coopération et de développer les partenariats dans le domaine de l'énergie.

M. Adjal s'est entretenu avec le ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables, Mahmoud Esmat. Les deux parties ont passé en revue les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'Égypte dans les domaines de l'électricité, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Elles ont également souligné l'importance du projet d'interconnexion électrique quadripartite réunissant l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et la Libye. Considéré comme un projet stratégique, il est de nature à renforcer l'intégration et l'interconnexion électriques arabes et à soutenir les échanges d'énergie entre les pays concernés. Les deux ministres ont convenu d'intensifier la coordination et les efforts conjoints pour développer ce projet et œuvrer à sa concrétisation, au service des intérêts communs et du renforcement de la coopération régionale dans le secteur énergétique.

M. Adjal a également examiné, avec le ministre jordanien de l'Énergie et des Ressources minérales, Saleh Ali Al Kharabsheh, les voies susceptibles de renforcer les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, indique un communiqué du ministère.

Tenue en marge des activités de la « Semaine de l'énergie » à Riyad, cette rencontre a permis d'explorer les perspectives de développement du partenariat et d'échange d'expertises et d'expériences, particulièrement dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables, au mieux des intérêts des deux parties. À cette occasion, les deux parties ont mis l'accent sur l'importance de poursuivre les échanges et la coordination, et d'œuvrer à explorer de nouvelles opportunités de coopération susceptibles de renforcer les relations algéro-jordaniennes dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables.

Synthèse Z R.

PÉTROCHIMIE

Club Energy organisera une table ronde le 31 octobre prochain à Alger

L'Association nationale « Club Energy » organisera, le samedi 31 octobre 2026, à Alger, une table ronde consacrée à la pétrochimie en Algérie, sous le thème « État des lieux, perspectives, enjeux et conditions d'émergence d'une filière compétitive ».

Cette rencontre réunira cinq experts, chercheurs et universitaires autour des principaux défis auxquels sont confrontées les industries pétrochimiques et de transformation des matières plastiques en Algérie, indique l'Association dans un communiqué adressé à notre rédaction. En effet, les échanges, ajoute-t-elle, porteront notamment sur les perspectives de relance de cette filière, les conditions de son développement et les leviers susceptibles de renforcer sa compétitivité. Présidée et modérée par le Dr Mustapha Mekideche, président de la Commission scientifique, technique et économique de Club Energy, la table ronde vise à examiner les acquis de l'expérience algérienne dans le domaine et à identifier les orientations stratégiques nécessaires à l'émergence d'un écosystème industriel intégré.

CONSEIL MINISTÉRIEL ARABE DE L'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie élue à la vice-présidence du Bureau exécutif

L'Algérie a été élue, lundi à Riyadh (Arabie saoudite), au poste de vice-président du Bureau exécutif du Conseil ministériel arabe de l'électricité, lors des travaux de la 16e Réunion du Conseil, auxquels a pris part le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, une élection qui vient renforcer la participation de l'Algérie aux mécanismes de coordination et de coopération arabes dans le secteur de l'électricité, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion, consacrée à l'examen de nombre de questions liées au développement de l'action arabe commune dans les domaines de l'électricité, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi qu'au renforcement de la coopération régionale et internationale en la matière, a été marquée par la passation de la présidence du Conseil du Royaume de Jordanie au Royaume d'Arabie saoudite, ainsi que par le renouvellement de la composition du Bureau exécutif du Conseil ministériel arabe de l'électricité. A cette occasion, il a été décidé de tenir la prochaine réunion du Conseil ministériel arabe de l'électricité à la fin de l'année 2027 en Arabie saoudite, précise la même source.

COMMERCE INTÉRIEUR

Contrôle des prix au niveau des unités de production

Des agents de contrôle relevant du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont effectué des visites au niveau d'unités de production afin d'examiner la structure des prix des produits fabriqués et les différents éléments qui les composent aux diverses étapes de la production, indique un communiqué du ministère.
Ces visites, effectuées dimanche, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, visant à "assurer le suivi de la disponibilité des différents produits de consommation et de l'évolution de leurs prix", précise le communiqué.
Cette opération vise à renforcer la transparence dans la fixation des prix, à suivre les coûts de production et à examiner l'incidence des différentes charges et dépenses sur les prix de vente finaux des produits, de manière à garantir davantage de transparence dans les transactions commerciales et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, ajoute la même source.

R E.

HYDRAULIQUE

Le ministre reçoit des députés des wilayas d'El Bayadh et d'El Abiodh Sidi Cheikh

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a reçu des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la circonscription électorale d'El Bayadh et d'El Abiodh Sidi Cheikh, avec lesquels il a été procédé à l'examen de leurs préoccupations et de leurs propositions concernant la situation du secteur, indique lundi un communiqué du ministère.
Cette rencontre, tenue dimanche au siège du ministère, a permis de discuter des moyens de prendre en charge les préoccupations des députés et d'examiner leurs propositions relatives à la situation du secteur de l'hydraulique dans les deux wilayas, notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement, afin d'améliorer le service public de l'eau et de répondre aux préoccupations des citoyens.
La rencontre s'inscrit "dans le cadre du renforcement des canaux de concertation et de coordination avec les membres des deux chambres du Parlement", précise la même source.

APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Suivi de la rentrée universitaire et des projets de développement

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée au suivi de la rentrée universitaire 2026-2027 et à l'examen de l'état d'avancement des différents dossiers et programmes sectoriels, indique un communiqué du ministère.
Tenue dimanche en présence des recteurs de l'Université d'Alger 3 et de l'Université de Blida 1, la réunion a porté sur "plusieurs axes prioritaires, notamment ceux relatifs à la rentrée universitaire et à la formation", mettant l'accent sur "la nécessité d'assurer le démarrage effectif des cours, de respecter le volume horaire semestriel, de renforcer l'enseignement en anglais, de développer les parcours de formation individuels et d'assurer le suivi du projet de double formation en médecine et en licence en langue anglaise", précise-t-on de même source.
"Le dossier des services et de la vie estudiantine" a été abordé à cette occasion, l'accent ayant été mis sur l'impératif d'assurer le suivi de la propreté des résidences universitaires, du transport et des conditions de vie estudiantine, ainsi que des programmes de réhabilitation des résidences, en sus de l'amélioration des conditions d'hébergement des étudiants au sein des cités universitaires".
Pour ce qui est des "infrastructures et des nouveaux projets", la réunion a porté sur "le suivi du budget alloué à la réhabilitation des résidences universitaires, aux nouvelles infrastructures et aux nouvelles facultés de médecine, ainsi que sur les projets d'aménagement des établissements universitaires, outre l'introduction de nouvelles rubriques d'activités dans la nomenclature budgétaire et la réhabilitation de l'université de la santé à Alger".
S'agissant du dossier de "l'innovation et de l'entrepreneuriat", le débat a porté sur "les anciens et les nouveaux projets Protomarket, la création d'entreprises, le développement des filiales des établissements universitaires, le renforcement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, le suivi de l'intégration des mécanismes de financement et d'investissement en Bourse, ainsi que le suivi du projet d'intelligence artificielle et le développement du système Progress dans sa deuxième version, tout en veillant à la concordance des chiffres et des indicateurs entre les structures concernées".
La rencontre a également permis d'aborder "la situation des étudiants étrangers, notamment les conditions de leur accueil et de leur transport depuis les aéroports vers les établissements universitaires, le développement du programme +Study in Algeria+ et le suivi de la coopération internationale et des projets de partenariat".
L'ordre du jour a également porté sur "le suivi des textes réglementaires en cours d'élaboration, les dossiers de recrutement des enseignants en sciences médicales et des enseignants-chercheurs, l'actualisation des critères de recrutement, ainsi que le suivi des biens transférés au secteur de l'Enseignement supérieur et les dossiers d'évaluation et de valorisation, outre l'examen du budget de l'année 2027, des besoins financiers liés aux nouveaux programmes et des projets de réalisation programmés pour l'année universitaire 2026-2027", ajoute le communiqué.

R E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les moyens de renforcer la coopération algéro-koweitienne examinés

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadeur de l'Etat du Koweït auprès de l'Algérie, Nawaf Dhaidan Boushaiba, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment les opportunités d'approvisionnement du marché koweïtien en produits pharmaceutiques algériens, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis de passer en revue les perspectives de développement des échanges commerciaux entre les deux pays en matière de produits pharmaceutiques, notamment à la lumière des progrès réalisés par l'Algérie dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, précise le communiqué.
A cette occasion, M. Kouidri a souligné l'importance de préparer la conclusion d'un accord de coopération entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et son homologue koweïtienne, afin de mettre en place des mécanismes de reconnaissance mutuelle pour l'enregistrement des médicaments et de faciliter les procédures d'enregistrement des produits pharmaceutiques entre les deux pays, de manière à renforcer la fluidité des échanges commerciaux, conformément aux législations et réglementations en vigueur dans les deux pays.
De son côté, l'ambassadeur koweïtien a exprimé l'intérêt de son pays pour les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, "formulant une demande pour l'obtention d'une liste des médicaments essentiels produits localement et destinés à l'exportation, en vue d'approvisionner le marché koweïtien en produits pharmaceutiques algériens", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 اكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Octobre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	98	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	136	151	120	الطماطم	
	Oignon sec	79	86	72	البصل الجاف	
	Ail sec	839	913	765	الثوم الجاف	
	Carotte	131	142	119	الجزر	
	Navet	148	159	137	اللفت	
	Poivron	145	157	132	الفلفل الاخضر	
	Piment	160	174	145	الفلفل الحار	
	Courgette	167	180	153	الكوسة	
	Haricot vert	274	297	251	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	160	173	146	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	422	523	320	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	480	591	369	التمر	
	Raisin	306	354	257	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2213	2332	2093	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	496	510	482	الدجاج	
	Œufs (Unité)	24	25	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	99	86	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	0,70	-0,04	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,11	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,05	7,56	7,64	28300	39 620 000,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-3,13	-5,84	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	1999,00	-0,05	-0,87	-8,45	8,29	8,75	4452	8 899 548,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,60	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	3,71	5,99	1,24	7,78	0	0,00

AGRICULTURE OASIENNE

La FAO met en avant l'expérience algérienne face à la rareté de l'eau

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en avant l'expérience algérienne en matière d'agriculture oasienne parmi les modèles régionaux susceptibles de contribuer à faire face à la rareté de l'eau, à renforcer la sécurité alimentaire et à préserver l'environnement naturel, soulignant l'importance des savoirs et des pratiques agricoles traditionnels dans le Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. La FAO a cité notamment les systèmes oasiens en Algérie et en Egypte, les terrasses agricoles au Yémen, les ouvrages de collecte des eaux en Egypte et en Tunisie, ainsi que les systèmes d'irrigation par aflaj au Sultanat d'Oman.
Le représentant de la FAO en Jordanie, Thaer Yassin, a expliqué que ces systèmes agricoles ont été développés au fil des générations pour s'adapter aux conditions climatiques et environnementales locales, permettant ainsi de préserver les ressources et d'assurer la continuité de la production alimentaire dans les régions confrontées à la rareté de l'eau, selon le site web de la FAO.

CROISSANCE, INVESTISSEMENT ET EMPLOI

Les axes prioritaires du PLF 2027 présentés

Le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, a présenté, lundi après-midi, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances (PLF) 2027, qui prévoit plusieurs mesures visant à renforcer la stabilité macroéconomique, à soutenir l'investissement productif et à donner une nouvelle impulsion au processus de diversification économique.

Par Zahir R.

En effet, le PLF 2027 prévoit un taux de croissance économique de 4,2 %, dans un contexte marqué par les incertitudes économiques internationales et les fluctuations des marchés énergétiques. Présentant les grandes lignes du texte devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, a mis en avant les priorités du gouvernement, axées sur le soutien à la croissance, la préservation du pouvoir d'achat, la poursuite des investissements publics et le renforcement de la diversification économique. Selon les prévisions présentées par le ministre, les recettes budgétaires devraient atteindre 9 251,1 milliards de dinars en 2027, tandis que les dépenses budgétaires sont estimées à 17 882,65 milliards de dinars en crédits de paiement. L'élaboration du projet repose ainsi sur une approche prudente en matière de prévision des recettes, tenant compte des évolutions économiques nationales et internationales. Le cadrage macroéconomique retient notamment un prix de référence du pétrole de 60 dollars le baril, un prix de marché de 70 dollars et un taux de change de 131 dinars pour un dollar, avec un objectif d'inflation de 4 %.

Pour l'année 2026, le ministre a indiqué que la croissance économique devrait atteindre 4,3 %, portée principalement par la dynamique des activités hors hydrocarbures, dont la progression est estimée à 4,8 %, tandis que le secteur des hydrocarbures devrait enregistrer une croissance de 1 %.

Le pouvoir d'achat au cœur des priorités

La préservation du pouvoir d'achat constitue l'un des principaux axes du PLF 2027. Les transferts sociaux sont estimés à 2 414,15 milliards de dinars, dont 717,7 milliards consacrés au soutien des produits de large consommation. Cette enveloppe comprend notamment 355,84 milliards de dinars pour les céréales, 94,31 milliards pour le lait, 122,05 milliards pour l'eau dessalée, ainsi que 120 milliards pour la stabilisation des prix du sucre, de l'huile et du café. Le texte prévoit également la poursuite des programmes de soutien à l'activité économique, à l'agriculture et à l'emploi. Les crédits destinés à l'appui à l'activité économique sont estimés à 395,88 milliards de dinars, auxquels s'ajoutent 80 milliards de dinars au titre du soutien aux taux d'intérêt et 80,76 milliards pour le développement agricole.

En matière d'emploi et d'insertion, une enveloppe globale de 368 milliards de dinars est prévue, dont 210 milliards pour l'allocation chômage et 158 milliards pour l'insertion professionnelle, indique le ministre, précisant que le PLF 2027 prévoit, par ailleurs, l'ouverture de 125 675 postes budgétaires, dont 82 948 postes supplémentaires. Le secteur du logement bénéficie également d'une enveloppe de 517,5 milliards de DA au titre des programmes de construction et des aides à l'accès au logement, avec la poursuite des opérations en cours et le financement de nouveaux programmes.

L'investissement public et le développement humain

La poursuite des grands projets structurants figure parmi les autres priorités du projet de loi de finances, avec un coût global estimé à 3 689,93 milliards de dinars. Ces projets comprennent notamment le développement du gisement de fer de Gara Djebilet, dont le coût est évalué à 963 milliards de dinars, avec 944,5 milliards de dinars notifiés ou en cours de notification, ainsi que le projet intégré du phosphate, estimé à 717,749 milliards de dinars, dont 694,749 milliards de dinars ont été notifiés. Ils portent également sur la réalisation de la ligne ferroviaire reliant l'Algérie à Tamanrasset, pour un coût de 1 910 milliards de dinars, dont 360 milliards de dinars financés par le budget de l'État et 321,6 milliards de dinars par des financements extérieurs, ainsi que sur le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz des exploitations et des périmètres agricoles du Sud, pour une enveloppe de 107,18 milliards de dinars, destinée notamment à l'ouverture des pistes. Pour l'année 2027, les crédits alloués à ces projets s'élèvent à 62,4 milliards de dinars en autorisations d'engagement et à 360,73 milliards de dinars en crédits de paiement.

Le développement humain demeure également un axe important de la dépense publique. Les crédits consacrés à l'éducation sont estimés à 1 875,32 milliards de dinars, tandis que ceux destinés à la santé atteignent 1 138,72 milliards. Le projet prévoit aussi des infrastructures d'accompagnement des nouvelles villes, notamment des établissements scolaires et des structures de santé.

Sur le plan budgétaire, le gouvernement entend renforcer la mobilisation des ressources publiques et améliorer le recouvrement fiscal, notamment à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration et le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Les mesures législatives proposées s'articulent autour de neuf axes, portant notamment sur le soutien à l'investissement et à l'économie, la préservation du pouvoir d'achat, l'élargissement de l'assiette fiscale, la simplification des procédures administratives, le renforcement du civisme fiscal, les mesures douanières et la gestion des biens de l'État. Parmi les dispositions annoncées figure également un dispositif de régularisation fiscale volontaire, avec l'application d'un taux de 12 % et une échéance de déclaration fixée au 31 décembre 2027.

HYDROCARBURES, MINES ET AGRO-INDUSTRIE

Les secteurs à fort potentiel de croissance en Algérie

Dans ses Déclarations sur le climat d'investissement 2026, le département d'État américain identifie plusieurs secteurs porteurs en Algérie, notamment les hydrocarbures, l'exploitation minière et l'agro-industrie. Le rapport souligne le potentiel de croissance à long terme de ces activités et les efforts des autorités algériennes pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), tout en relevant des contraintes réglementaires et administratives susceptibles de freiner les projets.

L'Algérie dispose d'opportunités d'investissement dans plusieurs branches de son économie, selon ce rapport élaboré par le Bureau des affaires économiques, énergétiques et commerciales du département d'État américain. Les hydrocarbures, l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication, les mines ainsi que les soins de santé figurent parmi les secteurs présentant des perspectives de développement.

Pour Washington, le potentiel algérien repose notamment sur les ressources énergétiques du pays, les possibilités offertes par son sous-sol et les perspectives de développement de la production locale. L'attractivité de ces secteurs s'inscrit dans la volonté des autorités algériennes de diversifier l'économie, de stimuler l'emploi et de réduire la dépendance aux importations grâce au développement des capacités nationales de production.

Les hydrocarbures, un secteur stratégique

Le secteur des hydrocarbures demeure au cœur de l'économie algérienne. Le rapport estime que cette activité représente historiquement environ 85 % des recettes d'exportation du pays et près de 50 % des recettes publiques. Cette place prépondérante confère à l'investissement dans la production pétrolière et gazière un rôle central dans les perspectives économiques nationales.

Le document relève également que la demande européenne en gaz algérien s'est renforcée dans un contexte de réorganisation des approvisionnements énergétiques. Toutefois, il met en avant deux facteurs susceptibles de limiter une hausse significative des exportations : la progression de la consommation intérieure d'énergie et les investissements insuffisants dans la production.

Pour attirer de nouveaux partenaires internationaux, l'Algérie s'appuie notamment sur la loi sur les hydrocarbures de 2019, qui a introduit, selon le rapport, des conditions fiscales plus favorables et davantage de flexibilité contractuelle. Ce cadre vise à encourager les grandes compagnies pétrolières internationales à développer des partenariats avec Sonatrach.

L'Agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures (ALNAFT) joue également un rôle dans cette démarche. Elle est chargée de promouvoir les opportunités offertes dans l'amont pétrolier et gazier, notamment à travers des actions de prospection auprès des investisseurs et une base de données numérique consacrée aux ressources nationales en hydrocarbures.

Les mines, un potentiel à valoriser

L'exploitation minière constitue un autre axe d'intérêt relevé par le rapport américain. Le secteur figure parmi les activités considérées comme prioritaires dans le cadre de la politique d'investissement algérienne. La loi minière de 2025 est également citée parmi les principaux textes encadrant les investissements dans le pays.

Cette orientation ouvre des perspectives pour les projets liés à la valorisation des ressources du sous-sol, à l'augmentation des capacités de production et au développement d'activités industrielles associées. Pour l'Algérie, l'enjeu consiste à transformer davantage ses ressources naturelles en valeur ajoutée locale, tout en attirant les financements, les technologies et les compétences nécessaires à la concrétisation des projets.

Le rapport souligne cependant que les secteurs stratégiques, dont les mines et l'énergie, restent soumis à des règles particulières concernant la participation étrangère. Ces dispositions peuvent influencer la structuration des partenariats et les modalités d'entrée des investisseurs internationaux sur le marché algérien.

L'agro-industrie, un levier de diversification

Au-delà des ressources extractives, l'agriculture et l'agro-industrie figurent parmi les domaines identifiés comme offrant des perspectives de développement à long terme. Le document cite explicitement l'agro-industrie parmi les secteurs dans lesquels des opportunités d'affaires existent en Algérie.

Le développement de cette activité s'inscrit dans l'objectif de renforcer la production nationale et de limiter le recours aux importations. Le rapport indique notamment que les entreprises qui installent des unités de production locales peuvent, sous certaines conditions, obtenir l'autorisation d'importer des matières premières qui seraient autrement soumises à des restrictions, à condition de démontrer leur utilisation dans la production locale.

Cette orientation peut favoriser les investissements dans la transformation des produits agricoles, les équipements de production et les activités industrielles liées aux filières agroalimentaires. Elle rejoint également la politique de substitution aux importations poursuivie par les autorités algériennes.

Des mécanismes d'incitation à l'investissement

Le rapport met en avant le dispositif institué par la loi sur l'investissement de 2022, qui consacre notamment la liberté d'investissement ainsi que les principes de transparence et d'égalité de traitement entre investisseurs résidents et non-résidents.

Le texte distingue trois catégories de projets susceptibles de bénéficier d'incitations : les investissements dans les secteurs prioritaires, ceux implantés dans des zones géographiques insuffisamment desservies et ceux contribuant au développement durable. Les avantages peuvent comprendre des exonérations fiscales et des concessions foncières à des conditions préférentielles pour des périodes prolongées. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) constitue, dans ce dispositif, un interlocuteur central pour l'enregistrement des investisseurs et la gestion des mécanismes d'incitation. Le rapport relève également le lancement, en 2024, d'une plateforme numérique destinée à faciliter l'accès des entreprises aux terrains relevant du domaine de l'État. Ces instruments traduisent la volonté des autorités d'améliorer les conditions d'implantation des projets et d'orienter les investissements vers des activités jugées prioritaires pour l'économie nationale.

Synthèse Z R.

OULED DJELLAL/AEP

Réception "prochaine" de 5 réservoirs dans les communes de Sidi Khaled et du chef-lieu de wilaya

Il est prévu de réceptionner "avant fin 2026" cinq (5) réservoirs en cours de construction pour améliorer l'alimentation en eau potable des communes de Sidi Khaled et du chef-lieu de la wilaya d'Ouled Djellal, a indiqué, dimanche, le directeur de l'hydraulique, Kamel Henna.
Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit de 3 réservoirs à Sidi Khaled (2 de 2.500 m3 et un de 1.000 m), et de 2 autres à Ouled Djellal, tous deux d'une capacité de 1.000 m3.
Il a ajouté qu'une enveloppe de plus de 433 millions de dinars a été allouée à la réalisation de ces réservoirs dans le cadre des programmes sectoriels des exercices 2024 et 2025.
M. Henna a indiqué que "l'objectif consiste à renforcer les capacités de stockage dans les communes de la wilaya, en particulier Ouled Djellal et Sidi Khaled, et d'améliorer le service public de l'eau en augmentant les heures de distribution".
R E.

AÏN TEMOUCHENT

Création de nouveaux massifs forestiers sur une superficie de 240 hectares

La Conservation des forêts de la wilaya d'Aïn Temouchent, en partenariat avec le groupe Sonatrach, prévoit la création de nouveaux massifs forestiers sur une superficie totale estimée à 240 hectares, dans le but d'absorber les émissions de carbone, a indiqué, dimanche, le conservateur des Forêts de la wilaya, Tayeb Amari.
Selon M. Amari, ce projet, inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat entre la direction générale des Forêts (DGF) et le groupe Sonatrach, fait partie d'un programme spécifique couvrant plusieurs wilayas du pays et visant à créer de nouveaux massifs forestiers sous l'appellation de "puits d'absorption des émissions de carbone". La superficie réservée à la réalisation de ce projet est répartie sur trois communes, à raison de 100 hectares dans la commune de Tamazoura, 90 hectares sur le territoire de la commune d'Ouled-Boudjemaa et 50 hectares dans la commune de Beni-Saf, a précisé le même responsable.
Ce projet pilote revêt une importance particulière sur le plan écologique. Il vise notamment à absorber les émissions de carbone, à réduire la pollution environnementale et à étendre le couvert forestier dans la wilaya, a souligné M. Amari.
"Le lancement des travaux est prévu, prochainement, dès l'achèvement des procédures techniques relatives à la validation des plans des sites concernés, ainsi que des procédures contractuelles nécessaires à la sélection des entreprises chargées de la réalisation, en coordination avec le groupe Sonatrach", a-t-il souligné.
Ce projet constitue une valeur ajoutée au programme sectoriel mis en œuvre par la Conservation des forêts dans plusieurs zones forestières de la wilaya, dans le cadre des efforts visant à étendre le couvert forestier et à régénérer la végétation, a-t-on fait savoir de même source.

APS

AIN DEFLA

Lancement de vastes opérations préventives en prévision de la saison des pluies

Plusieurs opérations visant à prévenir les risques liés à la saison hivernale ont été lancées récemment à Ain Defla, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'environnement de la wilaya.

La chargée de la gestion de la direction de l'environnement, Mme Haifa Sebaâ, a indiqué à l'APS que de vastes opérations ont été lancées dans le cadre du programme arrêté par les autorités locales visant à prendre des mesures préventives pour limiter les risques liés à la saison des pluies, notamment les inondations. La même responsable a ajouté que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de ces opérations, lancées en coordination avec les différents secteurs et partenaires concernés, notamment les travaux publics, l'Office national de l'assainissement (ONA), la Conservation des forêts, l'hydraulique, les équipements publics, l'établissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique (CET), la Protection civile, les communes, la sûreté et la Gendarmerie nationales, ainsi que les acteurs de la société civile.
Ce programme porte sur l'éradication des points noirs caractérisés par l'accumulation de déchets ménagers, de gravats et de déblais le long des oueds et des cours d'eau, susceptibles de provoquer des inondations, ainsi que sur le nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, a-t-elle ajouté.
Cette opération de nettoyage a touché plusieurs cours d'eau dans les communes de la wilaya, à l'instar de Boumadaâ, d'El-Attaf, El-Abadia, Khemis Miliana et Bordj Emir Khaled, a souligné Mme Sebaâ, indiquant que ces actions se poursuivront pour couvrir l'ensemble des communes.
Le programme prévoit également le ramassage des déchets dans les zones urbaines et suburbaines, aux abords des routes, ainsi que dans les établissements scolaires et les espaces publics, a-t-elle souligné.
Il prévoit en outre des actions de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, à travers le lancement de vastes opérations de nettoyage et d'enlèvement des pneus abandonnés dans les forêts de la wilaya, ainsi que des campagnes de sensibilisation destinées aux citoyens pour les informer des moyens de prévenir ces catastrophes.
Par ailleurs, la bibliothèque principale de lecture publique "Hamdane Hadjadji", a abrité, la semaine dernière, une journée d'information et d'étude intitulée "alerte précoce, prévention et durabilité", consacrée à la gestion des catastrophes naturelles en Algérie, notamment les incendies et les inondations.

APS

BEJAIA

Lancement d'une étude pour la protection du rivage des plages de Djoua et d'El Meghra

La direction des travaux publics (DTP) de la wilaya de Bejaia a entamé l'élaboration d'une étude technique visant à protéger le rivage des plages de Djoua et d'El Meghra, dans la commune de Boukhlifa, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction.
Cette étude s'inscrit dans le cadre des efforts visant à sécuriser les infrastructures routières, notamment la route nationale RN9 qui relie Bejaia à Sétif, traversant plusieurs communes, telles que Tichy, Aokas, Souk El Tenine et Kherrata, ont précisé les services de la DTP.
Elle permettra d'évaluer dans quelle mesure cet axe routier est exposé aux risques côtiers, notamment aux inondations marines (élévation du niveau de la mer) et au débordement des eaux sur la chaussée lors de perturbations et de phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les perturbations de la circulation et les risques pour la sécurité des usagers de la route qui pourraient en découler.
L'étude portera également sur l'analyse des différents phénomènes naturels affectant le littoral, comme l'érosion marine, la dynamique des vagues et leur déferlement, ainsi que l'évolution du trait de la côte, a ajouté la même source.
La DTP a indiqué que cette étude vise à identifier les solutions techniques appropriées pour limiter le recul du rivage et renforcer la résistance des ouvrages et des infrastructures aux effets de la mer, afin de garantir la pérennité de la RN 9.
Par ailleurs, la protection du rivage et la préservation des infrastructures constituent une "responsabilité" en matière de développement et un "pilier" essentiel pour la sécurisation des ouvrages et la sécurité des usagers de la route, a-t-on souligné.

R E.

TIARET

Trois nouveaux hôtels devraient entrer en exploitation avant la fin de l'année en cours

Trois nouveaux établissements hôteliers devraient entrer en exploitation dans la wilaya de Tiaret avant la fin de l'année en cours, avec une capacité totale de 177 lits, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur du tourisme, de l'artisanat et des métiers, Zouaoui Touab.
Le même responsable a précisé que ces établissements hôteliers, répartis entre les villes de Tiaret, Frenda et Dahmouni, s'inscrivent dans le cadre d'investissements privés ayant bénéficié de l'accompagnement et du soutien des autorités locales.
Le premier hôtel, situé au centre-ville de Tiaret, dispose de 47 lits. Il se trouve actuellement en phase de finalisation des procédures administratives nécessaires à l'obtention de son autorisation d'exploitation, après avoir été équipé d'un mobilier moderne répondant aux normes en vigueur. Il devrait générer 30 emplois directs, a-t-il indiqué.
Dans la ville de Frenda, située à 45 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, les travaux d'équipement d'un nouvel hôtel d'une capacité de 116 lits se poursuivent. Cet établissement devrait permettre la création de 50 emplois.
Par ailleurs, l'équipement d'un nouvel hôtel routier dans la commune de Dahmouni est en cours. D'une capacité de dix lits, il devrait générer dix emplois.
L'intervenant a indiqué que les procédures administratives relatives à l'obtention des autorisations d'exploitation des deux établissements situés à Frenda et à Dahmouni sont en cours de préparation.
Avec l'entrée en exploitation de ces trois établissements hôteliers, le parc hôtelier de la wilaya de Tiaret comptera 14 établissements, pour une capacité totale de 1.181 lits. Il comprend notamment neuf hôtels dans le chef-lieu de wilaya, deux autres dans les villes de Frenda et de Sougueur, ainsi que trois hôtels routiers situés dans les communes de Rahouia, Rechaïga et Dahmouni.
D'autre part, l'entrée en exploitation de quatre nouveaux établissements hôteliers supplémentaires est prévue au cours du premier semestre 2027. Les travaux de réalisation de ces infrastructures se poursuivent à un rythme jugé "acceptable", selon la même source.

APS

BLIDA

Les travaux d'aménagement de 3 micro-zones d'activité destinées aux start-up achevés

Les services de la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC) de la wilaya de Blida ont achevé les travaux d'aménagement extérieur de trois micro-zones d'activité destinées à abriter des start-up, a-t-on appris dimanche auprès de cette instance.
La source a précisé que dans le cadre des efforts visant à offrir des espaces adaptés aux porteurs de projets et à encourager l'investissement et les initiatives entrepreneuriales, la Direction de l'urbanisme a récemment achevé les travaux d'aménagement extérieur de ces trois zones destinées aux start-up. Elle les a également équipées des différents réseaux nécessaires pour offrir des conditions propices aux créateurs d'entreprise et de leur permettre de prendre possession de ces espaces dans les meilleures conditions.
Ces zones sont réparties sur deux sites situés à "Kaf El Hamam", dans la commune d'Ouled Yaïch : la première s'étend sur une superficie de 10.407 m2 et comprend 20 parcelles, tandis que la deuxième s'étend sur une superficie de 8.000 m2, divisée en 13 parcelles.
Quant à la troisième zone, dont les travaux d'aménagement en sont à l'étape du revêtement des routes, elle est située au niveau de la route de Sidi Aïd, dans la commune de Boufarik. Elle s'étend sur une superficie de 7800 m2 et comprend 13 parcelles.
La source a ajouté que cette opération devrait permettre de créer des espaces adaptés pour accueillir les start-up et encourager les porteurs d'idées innovantes à concrétiser leurs projets, tout en soutenant l'investissement local et en créant de nouveaux emplois dans la wilaya.

APS

Immanuel Wallerstein avait prédit la chute de l'Empire américain

3e partie et fin

Peu après le 11 Septembre, Immanuel Wallerstein, théoricien des systèmes mondiaux, avait averti que le déclin de l'Empire américain était inévitable. Mais les dirigeants américains ne voulaient pas entendre que leurs jours de gloire appartenaient au passé, et ils ont géré ce déclin de la pire manière qui soit.

Par Gregory P. Williams (*)



Cependant, Wallerstein laissait également ouverte la possibilité d'un néofascisme. Si la fin de la Guerre froide signifiait la fin de la domination américaine sur les deux tiers du monde, alors elle signifiait également la fin du libéralisme centriste en tant que garant culturel de l'économie mondiale capitaliste. Au moins depuis les révolutions de 1848, le libéralisme centriste avait été la force gravitationnelle qui maintenait en échec la gauche radicale et la droite conservatrice. Le libéralisme centriste promettait la réalisation des droits démocratiques et du bien-être économique, non pas immédiatement pour tous les peuples, mais au cours d'un processus lent et ordonné, géré par l'État sur plusieurs générations. Le libéralisme centriste, comme l'expliquait Wallerstein dans son ouvrage « The Modern World-System IV », était utilisé par « les forts [pour] tempérer le mécontentement des faibles ». Les individus puissants tempéraient le mécontentement des masses faibles, et les États puissants tempéraient celui des États faibles.

Pourtant, l'avantage économique des États-Unis s'est effrité lorsque les pays du Sud ont commencé à rejeter la structure du pouvoir établie à Yalta. Après l'effondrement de l'un des principaux acteurs, l'Union soviétique, les masses et les États faibles se sont révélés ne pas être si faibles que cela, après tout. Dans ce contexte, selon Wallerstein, « les conservateurs redeviendraient des conservateurs, et les radicaux, des radicaux. Les libéraux centristes n'ont pas disparu, mais leur nombre a été réduit ». Les possibilités idéologiques étaient désormais infinies.

Après la Guerre froide, Wallerstein voyait un fort potentiel pour que le déclin de l'hégémonie américaine s'accompagne d'une redistribution économique au niveau national.

Après la Guerre froide, Wallerstein voyait un fort potentiel pour que le déclin de l'hégémonie américaine s'accompagne d'une redistribution économique au niveau national. Dix ans plus tard, le mouvement radical ne s'était pas concrétisé, tandis que les faucons conservateurs étaient solidement installés au pouvoir. Ils cherchaient à faire preuve de puissance militaire car, selon eux, « si Washington n'exerce pas sa force, les États-Unis seront de plus en plus marginalisés ».

Mais Wallerstein estimait que leurs actions avaient l'effet inverse. Compte tenu du caractère inévitable du déclin, la politique étrangère musclée de l'administration Bush « ne fera que contribuer au déclin des États-Unis, transformant une descente progressive en une chute bien plus rapide et tumultueuse ».

Rétrospectivement, l'essai et l'intervention télévisée de Wallerstein en 2002 constituaient une tentative pour faire dévier les États-Unis de leur trajectoire. Il avait manifestement abandonné tout espoir d'un mouvement social-démocrate et reportait désormais son attention sur la puissance hégémonique en déclin elle-même.

À l'été 2002, plus de six Américains sur dix étaient favorables à l'ouverture d'une deuxième guerre en Irak. L'opinion de Wallerstein était celle d'un groupe de critiques impopulaires mais tenaces. Face à de telles critiques, le président Bush se contentait de faire remarquer que l'histoire jugerait ses actions.

Aujourd'hui, il est clair que les faucons n'ont pas pu préserver l'hégémonie américaine, ni refaçonner le monde d'une manière plus favorable aux intérêts des États-Unis. Que s'est-il passé entre cette époque et aujourd'hui ?

Déclin et déni

Le XXIe siècle n'a pas été favorable aux États-Unis. Les dirigeants américains ont tout mis en œuvre pour reconquérir leur hégémonie perdue. Alors que la puissance économique des États-Unis s'est affaiblie par rapport au reste du monde, Washington a eu recours à son armée pour faire preuve de force et réaliser ses ambitions politiques.

À mesure que la puissance économique des États-Unis s'est affaiblie par rapport au reste du monde, Washington a eu recours à son armée pour afficher sa force. En réalité, les États-Unis se sont lancés dans davantage d'interventions militaires depuis 1991 qu'ils ne l'avaient fait entre 1798 et 1990. Ce choix correspondait à la stratégie classique d'une puissance hégémonique en déclin et dans le déni, consciente de son déclin, mais ignorant que sa meilleure option viable consistait à gérer correctement ce déclin.

Les États-Unis n'ont pas rendu le monde plus pacifique ni plus prospère, pas plus qu'ils n'ont amélioré la situation des nations qu'ils ont envahies. Dans « European Universalism: The Rhetoric of Power » [La réthorique de la puissance, 2006], Wallerstein remettait en question la logique de l'interventionnisme. La puissance envahissante améliore rarement la situation du territoire envahi par rapport à ce qu'elle aurait été sans intervention, une conclusion confirmée par les aventures militaires américaines à travers le Moyen-Orient.

Le verdict rendu par Wallerstein en 2002 aurait pu être rédigé cette année (voire cette semaine, d'ailleurs). Il écrivait que les États-Unis se retrouvaient être « une superpuissance isolée dépourvue de véritable pouvoir, un leader mondial que personne ne suit et que peu respectent, et une nation dérivant dangereusement au milieu d'un chaos mondial qu'elle ne peut contrôler ». Le contrecoup des événements de 1968 qu'il décrivait provenait aussi bien du Sud global non aligné que des masses mécontentes sur le territoire américain. Au XXIe siècle, cette enchaînement qui a débuté au niveau du système-monde s'est rapidement propagé à la politique intérieure américaine, avant de se répercuter à nouveau vers l'extérieur. La fin de la Guerre froide a détaché le radicalisme et le conservatisme du libéralisme centriste. Les effets ont été dramatiques. Des décennies de consensus néolibéral ont été remises en cause par des personnalités telles que Donald Trump et Bernie Sanders. Lorsque Trump a accédé à la présidence – une première fois en 2017, puis à nouveau en 2025 – il l'a fait en tant que détracteur de l'ordre libéral américain.

Cependant, le slogan « America first » n'a pas entraîné la relance de la production nationale, l'amélioration de la protection sociale ni la protection des travailleurs. Au contraire, le trumpisme se caractérise par une corruption massive et éhontée (tant au niveau national qu'à l'étranger), par le militarisme à l'étranger et par des politiques nationales de déportation de masse. Les États-Unis ont continué à étendre leurs engagements militaires et à augmenter leurs dépenses militaires, mais sans s'engager en faveur de la protection sociale au niveau national. Parallèlement, l'optimisme des Américains quant à l'avenir a globalement diminué depuis 2013.

En bref, les États-Unis ont choisi la voie néofasciste que Wallerstein considérait initialement comme la moins probable : conflits sociaux, brutalité et préjugés. Les membres des classes supérieures ont cherché à conserver leurs privilèges et leurs avantages considérables. Les Américains mènent par conséquent une vie plus précaire, vivant de salaire en salaire, avec moins de protections contre les risques liés à la maladie, à la vieillesse et à l'instabilité de l'emploi.

En 2026, la guerre menée par les États-Unis en Iran résume deux tendances du déclin hégémonique américain. L'une est l'incapacité des États-Unis à imposer leur volonté malgré une armée extrêmement puissante. L'autre est le mécontentement de l'opinion publique américaine face à une baisse du niveau de vie et à une classe dirigeante en laquelle elle n'a plus confiance.

Comme l'a souligné Wallerstein, ces sentiments de mécontentement peuvent constituer de puissants catalyseurs d'action politique. Washington pourrait bien se retrouver une nouvelle fois pris au dépourvu face à des événements chaotiques, tant au niveau mondial que national, qu'il ne peut contrôler.

(*) Maître de conférences en sciences politiques et relations internationales à l'université Simmons de Boston. Son ouvrage, « Contesting the Global Order: The Radical Political Economy of Perry Anderson and Immanuel Wallerstein » [La contestation de l'ordre mondial : la politique économique radicale de Perry Anderson et Immanuel Wallestein], a été désigné « ouvrage universitaire remarquable » par l'Association américaine des bibliothèques.

Source : Jacobin, 20-08-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

PHOSPHATE

La Tunisie ambitionne de retrouver une production de 10 millions de tonnes par an

La Tunisie ambitionne de relancer sa production de phosphate afin de retrouver ses niveaux historiques, avec un objectif d'environ 10 millions de tonnes par an. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, chargé de la gestion des affaires du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Salah Zouari.
Dans une interview accordée à la plateforme spécialisée Attaqa, basée à Washington, le ministre a affirmé que le rétablissement du rythme de production du phosphate constitue l'une des principales priorités de la Tunisie dans le secteur minier.

Réhabiliter les installations pour relancer la production

Selon Salah Zouari, la Tunisie dispose déjà d'installations industrielles dédiées à la production de phosphate. Les autorités travaillent actuellement à leur réhabilitation et à l'amélioration de leurs performances afin de renforcer les capacités nationales de production.
L'objectif est de permettre au secteur phosphatier de retrouver progressivement ses anciens niveaux d'activité et d'atteindre à nouveau une production annuelle d'environ 10 millions de tonnes.

Transformer 60 à 70 % du phosphate extrait

Au-delà de l'extraction, les autorités tunisiennes entendent également développer davantage les activités de transformation du phosphate, notamment pour la fabrication d'engrais.
« Il ne s'agit pas uniquement de produire du phosphate. Nous travaillons également à sa transformation en engrais, qui constituent un pilier essentiel de cette industrie », a expliqué le ministre.
Salah Zouari a précisé que les efforts portent également sur la modernisation et le développement des usines existantes.
L'ambition affichée est de parvenir, dans un avenir proche, à transformer entre 60 % et 70 % du phosphate extrait en produits dérivés, afin de renforcer les activités industrielles liées à cette ressource.
Cette orientation repose ainsi sur deux objectifs complémentaires : retrouver un niveau élevé de production de phosphate brut et développer les capacités nationales de transformation.
Le ministre n'a toutefois pas précisé de calendrier détaillé pour atteindre ces objectifs de production et de transformation.

R I.

FORUM ÉCONOMIQUE MAURITANO-AMÉRICAIN

Transformer les opportunités en investissements

La Mauritanie cherche à donner un nouvel élan à ses relations économiques avec les États-Unis. Le ministre des Affaires économiques et du Développement, Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidya, a ouvert lundi à Nouakchott le Forum économique mauritano-américain, qui réunit des hommes d'affaires et des représentants d'entreprises américaines venus examiner de près les possibilités d'investissement et de partenariat dans le pays.

Organisé avec l'Union nationale du patronat mauritanien, le Conseil des affaires mauritano-américain et le Washington Insight Group, le forum se veut surtout un espace de rencontres directes entre les opérateurs des deux pays.
Pour le ministre, la présence de cette délégation constitue une étape importante dans les relations bilatérales et permet aux investisseurs américains de mieux comprendre les évolutions économiques de la Mauritanie, mais aussi d'échanger directement avec les décideurs et le secteur privé local.
Abdallah Ould Cheikh Sidya a mis en avant les efforts engagés par le gouvernement du Premier ministre Mokhtar Ould Diay pour rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs. Il a notamment cité la loi sur l'investissement, le dispositif encadrant les partenariats public-privé et le rôle de l'Agence de promotion des investissements.
Il a également insisté sur la stabilité et la sécurité du pays, considérées comme des conditions essentielles pour rassurer les investisseurs et favoriser des engagements à long terme.
Les opportunités présentées aux entreprises américaines couvrent un large éventail de secteurs : mines, énergie, agriculture, élevage, pêche, agroalimentaire, infrastructures, transport et logistique, mais aussi numérique, télécommunications, services financiers, santé et éducation.
Mais au-delà de l'exploitation des ressources, le ministre a insisté sur la nécessité de créer davantage de valeur localement, notamment en développant les industries de transformation, les chaînes de valeur, le transfert de technologies et la formation des compétences nationales.
Dans cette perspective, le ministre a également évoqué la prorogation du dispositif AGOA par le Congrès américain jusqu'au 31 décembre 2028. Ce mécanisme permet à 32 pays africains, dont la Mauritanie, d'accéder au marché américain avec des avantages tarifaires. Pour Nouakchott, cette prolongation constitue une occasion supplémentaire de développer les exportations et de donner un contenu plus concret aux relations économiques avec Washington.
La délégation américaine entend, elle aussi, passer du discours aux réalisations. Oscar Rahm, premier vice-président chargé des affaires internationales du Washington Insight Group, a présenté la mission comme une première étape vers une nouvelle relation commerciale, fondée sur des contacts directs entre entreprises et sur la recherche de projets concrets.
Il a évoqué la possibilité de faire émerger des mémorandums d'entente, des accords commerciaux, des investissements et des partenariats technologiques. La chargée d'affaires de l'ambassade américaine à Nouakchott, Corina Sanders, a pour sa part assuré que le renforcement des relations économiques et commerciales avec la Mauritanie figurait parmi les priorités de la représentation américaine.
Le patronat mauritanien voit dans cette visite une occasion de franchir un nouveau cap. Son président, Mohamed Zein El Abidine Ould Cheikh Ahmed, a souligné l'importance de la délégation américaine, présentée comme la plus importante mission d'affaires américaine accueillie jusqu'ici en Mauritanie. Les échanges devraient notamment porter sur l'énergie, l'agriculture, le numérique et le commerce électronique.
En marge du forum, l'Union nationale du patronat mauritanien et le Washington Insight Group ont signé un mémorandum d'entente destiné à rapprocher davantage les entreprises des deux pays et à faciliter l'émergence de partenariats et de projets communs.

R I/Agence

ÉGYPTE

La Banque du Caire prévoit de céder 30 % de son capital en Bourse fin octobre 2026

L'opération sera répartie en deux tranches : la première sera réservée aux investisseurs institutionnels et qualifiés en Egypte, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays, tandis que la seconde sera ouverte aux investisseurs particuliers en Egypte
La Banque du Caire a annoncé dimanche 11 octobre son intention de lancer une offre publique de vente portant sur 30 % de son capital à la Bourse égyptienne, à travers la cession par la Banque Misr de 4,58 milliards d'actions existantes, sous réserve des autorisations réglementaires nécessaires. « L'opération sera répartie en deux tranches : la première sera réservée aux investisseurs institutionnels et qualifiés en Egypte, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays, tandis que la seconde sera ouverte aux investisseurs particuliers en Egypte », selon la banque. La banque prévoit de finaliser la souscription fin octobre 2026 et de commencer les échanges sur ses actions en novembre, sous réserve de l'obtention des autorisations requises, incluant l'approbation de la note d'information par l'Autorité de régulation financière.
Selon un communiqué de la banque, les sociétés égyptiennes CI Capital for Investment Banking et EFG Hermes, principale banque d'investissement au Moyen-Orient, ont été engagées pour coordonner, piloter et structurer l'offre d'introduction en bourse.

Près de 9 milliards de livres de bénéfices au premier semestre

Fondée en 1952 sous forme de société anonyme égyptienne avant d'être nationalisée, la Banque du Caire se positionne aujourd'hui comme la troisième plus grande banque publique du pays, derrière la Banque Nationale d'Egypte (NBE) et la Banque Misr.
La banque dispose d'un réseau de 242 agences et de 2 205 distributeurs automatiques de billets à travers le pays, au service d'environ 3,2 millions de clients, selon ses données.
Selon le communiqué, ce projet d'introduction en bourse intervient alors que l'établissement affiche des résultats financiers robustes.
Au premier semestre de 2026, la Banque du Caire a dégagé un bénéfice net après impôts de 8,94 milliards de livres égyptiennes, porté par un produit net bancaire de 18,79 milliards de livres.
À la date du 30 juin 2026, le total des actifs de la banque s'élevait à 561,22 milliards de livres, tandis que l'encours des crédits atteignait 280,26 milliards de livres et les dépôts se chiffraient à 443,88 milliards de livres, pour des capitaux propres s'élevant à 66,85 milliards de livres.

Une longue route vers la privatisation

En mars dernier, le gouvernement envisageait de céder entre 30 % et 40 % du capital de la Banque du Caire, pour un montant estimé entre 23 et 32 milliards de livres égyptiennes, selon un responsable gouvernemental cité par Asharq Bloomberg.
Des estimations antérieures situaient la juste valeur de l'établissement autour de 78 milliards de livres, un montant qui ne constitue toutefois pas le prix définitif de l'offre, ce dernier devant être fixé au terme de la procédure de placement.
Les actions de la Banque du Caire sont inscrites à la Bourse égyptienne depuis 2017, mais l'opération a été reportée à plusieurs reprises en raison de la volatilité des marchés et de divergences sur la valorisation de l'établissement.
En juin 2025, des discussions exclusives menées avec Emirates NBD avaient notamment achoppé sur des divergences de prix, le groupe d'Abou Dhabi proposant 1,5 milliard de dollars face à une valorisation gouvernementale exigée à 1,8 milliard de dollars.
Par la suite, des discussions menées en août dernier ont confirmé l'intention de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Société financière internationale (SFI) d'acquérir une participation combinée de 10 % par le biais de ce placement public.
Cette opération s'inscrit dans le cadre du vaste programme de cessions d'actifs étatiques lancé par l'Egypte pour élargir la participation du secteur privé, attirer les investissements étrangers et satisfaire aux engagements pris auprès du Fonds monétaire international (FMI).
Entre juin 2022 et juin 2025, ce dispositif a rapporté à l'Etat 5,8 milliards de dollars, soit près de 47,5 % de son objectif global fixé à 12,2 milliards de dollars, d'après les chiffres officiels.

Agence

OR

Quelle place pour l'Afrique sur les marchés d'un métal dont elle fournit un quart de l'offre mondiale

De l'Afrique du Sud au Ghana, en passant par le Burkina Faso et la Tanzanie, l'industrie aurifère africaine occupe une place importante dans les dynamiques mondiales du métal jaune. Ce positionnement prend un relief particulier alors que le continent cherche à mieux valoriser ses ressources.

Fin septembre 2026, le Burkina Faso a inauguré Raffinor-BF, sa toute première raffinerie d'or, au terme de près de trois ans de développement. Cette réalisation s'inscrit dans une volonté de plus en plus partagée par les producteurs africains d'investir dans des unités de raffinage locales pour capter une plus grande part de la valeur ajoutée. Un enjeu de taille pour un continent qui fournit plus du quart de la production mondiale du métal précieux, mais ne pèse que marginalement sur les principaux débouchés de ce marché.

D'après le World Gold Council, la demande mondiale d'or se répartit entre l'investissement (43 %), la joaillerie (29 %), les achats des banques centrales (21 %) et les applications technologiques (6 %). Ces segments répondent à des logiques différentes et s'appuient sur des marchés aux profils géographiques distincts.

L'or en tant qu'actif d'investissement

L'or est depuis longtemps considéré comme une réserve de valeur, que l'on acquiert pour préserver son patrimoine ou espérer le revendre à un prix avantageux. Ce marché mobilise des investisseurs particuliers et institutionnels, ainsi que des banques centrales, qui détiennent le métal sous forme de lingots, de pièces ou de produits financiers comme les fonds négociés en Bourse (ETF). Si l'Afrique participe à cette dynamique, les principaux centres d'investissement restent concentrés dans les grandes économies.

En 2025, la demande mondiale d'investissement a atteint 2 175,3 tonnes, selon le World Gold Council. Elle a été portée par les achats de lingots et de pièces, ainsi que par les placements dans les fonds adossés à l'or. La Chine, l'Inde, l'Amérique du Nord et l'Europe figurent parmi les principaux pôles d'activité sur ce marché. Les pays africains contribuent encore principalement par l'intermédiaire des achats de leurs banques centrales. L'institution cite le Ghana, l'Égypte et le Zimbabwe parmi la vingtaine de pays dont les banques centrales ont accru leurs réserves d'or d'environ une tonne ou plus au cours de l'année.

Ces trois pays comptent parmi les producteurs d'or du continent, le Ghana occupant la première place régionale. À l'échelle mondiale, les réserves officielles restent toutefois dominées par les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la France et la Chine. Dans son classement publié en mai 2026, le World Gold Council place l'Algérie en tête des détenteurs africains, avec 173,6 tonnes, devant la Libye et l'Égypte. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui regroupe notamment des pays producteurs d'or comme le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire, figure au 60e rang, tandis que le Ghana apparaît au 70e.

La joaillerie et l'industrie : des niches à suivre

La fabrication de bijoux et les usages industriels de l'or, notamment dans l'électronique et les équipements électriques, constituent des segments pour lesquels la demande du marché africain reste peu documentée. Le WGC illustre ce décalage dans la figure ci-après : alors que l'Afrique représente 28 % de la production mondiale d'or, le continent n'apparaît pas dans la répartition géographique de la demande. Celle-ci repose sur les estimations de la demande nette annuelle moyenne sur dix ans, jusqu'en 2025, et couvre la joaillerie, les lingots et les pièces, ainsi que l'électronique. Elle exclut toutefois les transactions de gré à gré et les achats des banques centrales.

Pris séparément, ces deux segments font ressortir des dynamiques similaires, marquées par la concentration de la demande dans quelques grands pôles mondiaux. Dans l'électronique, la demande annuelle d'or, estimée à 323 tonnes en 2025, est notamment portée par des centres manufacturiers comme la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. Sur le marché des bijoux en or, que Mordor Intelligence évaluait à 392 milliards de dollars en 2025, l'Asie-Pacifique demeure la première région mondiale, avec 46 % du marché. La Chine et l'Inde portent cette domination grâce à leurs marchés de consommation et à leurs importantes capacités de fabrication de bijoux.

Cette lecture rejoint celle du WGC, qui place également ces deux pays au cœur de son analyse du marché des bijoux en or en 2025. Le continent africain apparaît néanmoins parmi les régions dont le marché des bijoux en or est promis à une croissance soutenue. « En Afrique subsaharienne, le développement des enseignes de bijoux de marque, l'amélioration des infrastructures de vente au détail et le renforcement des capacités de production locale de bijoux contribuent à consolider les perspectives de croissance de la région », constate Mordor Intelligence.

Agence

HABITAT

Le Cameroun envisage la construction de 20 000 logements sociaux à base de matériaux locaux

La Déclaration de Maroua sur le logement décent au Cameroun, adoptée le 5 octobre 2026 à l'issue de la 40e Journée mondiale de l'habitat, prévoit le lancement d'un programme de construction de 20 000 logements sociaux industrialisés, privilégiant les matériaux locaux et à faible émission de carbone. Ce programme devrait être réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé associant notamment les collectivités territoriales décentralisées, les promoteurs immobiliers, les universités, les centres de recherche et les partenaires au développement.

L'engagement intervient alors que le gouvernement cherche à accélérer la production de logements et à réduire les coûts de construction. Lors du dialogue sur le financement de l'habitat organisé le 2 octobre à Maroua, le ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) avait évoqué un projet plus large de 200 000 logements au Cameroun. Les éléments disponibles ne précisent cependant pas comment le programme de 20 000 logements prévu par la Déclaration s'articule avec cet objectif national.

La nouvelle orientation privilégie notamment l'industrialisation des procédés de construction, la préfabrication et l'utilisation de matériaux comme le bois et la terre stabilisée. L'objectif affiché est de produire des habitations à des coûts plus accessibles, tout en réduisant leur empreinte environnementale.

Un programme dont le financement reste à préciser

La Déclaration préconise également une participation accrue des municipalités à la production de logements sociaux et une mobilisation des banques pour faciliter l'accès au crédit immobilier. Les informations disponibles ne précisent toutefois ni le montant des investissements nécessaires à la construction des 20 000 logements, ni le calendrier de réalisation, ni la contribution financière attendue de chaque partenaire. Ces engagements interviennent dans un contexte de déficit national estimé à 2,5 millions de logements décents par les autorités camerounaises. Rapporté à cette estimation, le programme envisagé représente 0,8 % des besoins identifiés, sans tenir compte de la demande supplémentaire générée chaque année par la croissance démographique et l'urbanisation. L'expérience des programmes existants donne une indication des capacités de production. Selon le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom), le Programme de construction des cités municipales, conduit depuis 2013 avec le Crédit foncier du Cameroun, a mobilisé des financements pour 1 796 logements dans 100 communes. Au 7 octobre 2026, seuls 623 étaient achevés.

De son côté, le Minhdu a inscrit à son programme 2026 l'achèvement de 200 logements confiés aux PME locales et de 200 autres à Bamenda et Buéa, dans le cadre du Plan d'urgence triennal.

La Déclaration de Maroua a été saluée par l'Ordre national des architectes du Cameroun, qui plaide pour une association plus étroite des professionnels et des chercheurs aux politiques publiques du logement. L'organisation estime que « ces compétences doivent désormais être placées au cœur de la décision et de l'action ».

À la clôture des travaux, la ministre de l'Habitat et du Développement urbain, Célestine Ketcha Courtès, a annoncé que la Déclaration serait soumise à l'attention du chef de l'État.

R I.

NUMÉRIQUE

La Centrafrique se tourne vers la Russie pour former ses fonctionnaires

La numérisation de l'administration publique centrafricaine en est encore à ses débuts. Dans l'édition 2024 de l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) des Nations unies, le pays se classe au dernier rang des 193 États évalués.

La République centrafricaine veut renforcer les compétences de ses fonctionnaires en matière de gouvernance numérique avec l'appui de la Russie. Cette initiative intervient alors que le pays est engagé dans la transformation numérique de son administration publique.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération de cinq ans, renouvelable, signé le vendredi 9 octobre entre le ministère centrafricain de l'Économie numérique, des Postes et Télécommunications et la National Research University Higher School of Economics (HSE University), basée à Moscou. La signature a eu lieu en marge de la deuxième édition du Global Digital Forum, organisée du 8 au 10 octobre. Selon le communiqué du ministère, la Centrafrique rejoint officiellement le Programme de partage des connaissances sur l'e-gouvernance pour l'Afrique, piloté par le Centre d'études africaines de HSE University. Lancé en 2022, ce programme vise à favoriser le partage d'expériences entre institutions russes et africaines sur la conception et la mise en œuvre de solutions de gouvernance électronique. Il porte notamment sur les politiques publiques, les cadres réglementaires et les technologies numériques utilisées par les administrations.

Le renforcement des compétences constitue un enjeu important pour la transformation numérique des services publics. Dans un rapport publié en février 2024, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que les gouvernements doivent investir de manière proactive dans les compétences, la formation et l'éducation afin de tirer pleinement parti du numérique, plutôt que d'atténuer les effets des technologies sur les travailleurs, la société et l'économie.

Pour y parvenir, l'organisation recommande aux gouvernements d'identifier les compétences dont leurs agents ont besoin et d'évaluer les écarts avec celles dont ils disposent déjà, afin d'adapter les formations aux besoins de l'administration. Elle souligne également l'importance de définir des référentiels de compétences, de prioriser le développement continu des compétences des fonctionnaires, de combiner formations formelles et apprentissages informels, de prévoir des mesures incitant les agents à se former et d'évaluer les résultats des dispositifs mis en place.

R I.

POINT-MARCHÉS

L'Europe reste dans le vert, le CAC 40 plus timide

Bien orientées vendredi, les grandes places européennes poursuivent sur leur lancée ce lundi. A la mi-séance, le CAC 40 avance de 0,21%, à 7 820 points, le DAX 40 à Francfort progresse de 0,63% et le FTSE 100 à Londres s'adjuge 0,59%.

Cette hausse en Europe intervient alors que les cours du pétrole poursuivent leur ascension. Pourtant, Donald Trump a annoncé un "cessez-le-feu énergétique" entre l'Ukraine et la Russie, sauf qu'aucune des deux parties concernées n'a confirmé. En parallèle, le président des Etats-Unis a négocié la livraison quantité massive de diesel russe à destination des marchés américains, levant plusieurs sanctions qui touchaient Moscou. Ces mesures prises par l'exécutif américain interviennent à quelques semaines des élections de mi-mandat et doivent permettre de faire baisser la facture énergétique. Pour Frédéric Lorec, spécialiste hydrocarbures chez Alpha Value : "Selon Donald Trump, la Russie livrera 2,25 millions de barils immédiatement, 3,75 millions en novembre, puis 7,5 millions supplémentaires par la suite. Cela représente un total de 13,5 millions de barils, un volume qui pourrait potentiellement s'élever à 36 millions de barils en fonction des capacités des raffineries russes. [...] Cependant, nous restons prudents quant à la capacité de livraison de la Russie".
En attendant, à New York, le WTI gagne 2,01%, à 92,60 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord avance de 2,07%, à 105,61 dollars. Cette hausse est soutenue par les nouvelles attaques des houthis contre des aéroports et infrastructures énergétiques en Arabie saoudite.
Dans l'actualité macro et micro-économique Aucune statistique d'envergure n'est programmée aujourd'hui. Les investisseurs se concentreront mardi sur l'inflation allemande de septembre, ou encore mercredi sur celle des Etats-Unis.
Avant cela, il y aura la publication trimestrielle du géant français LVMH, suivie dans la semaine de plusieurs grandes américaines ou encore d'ASML, Ericsson ou Schneider Electric.
En tête du CAC 40 actuellement on retrouve Renault (2,30%) et Stellantis (2,02%) avec l'ouverture du Salon de l'Automobile. Stellantis a notamment dévoilé six concepts-cars, dont une nouvelle 2CV.
Dans le haut du palmarès également, Société Générale se distingue avec un gain de 1,52%.
A l'inverse, la plus forte baisse du CAC 40 revient à Accor qui trébuche de 1,56%.
Au sein du SBF 120, Vallourec est entouré (4,25%) après avoir annoncé un contrat majeur auprès de TotalEnergies pour la fourniture de tubes OCTG (Oil Country Tubular Goods) et de solutions line pipe, représentant un volume total de plus de 16 000 tonnes de tubes destinés au développement du champ gazier d'Absheron, en Azerbaïdjan.
Medincell est victime de quelques logiques prises de bénéfices (-4,68%). La semaine dernière, le titre a flambé de 30,90% après avoir notamment une autorisation de la Food & Drug Administration pour la commercialisation d'un nouveau produit de son partenaire.
De son côté, 2CRSi flambe de 17,02%, après avoir franchit une étape importante dans le projet Aether.
Ailleurs en Europe, Hays chute de 9,22%, après son point d'activité trimestrielle marqué par une baisse de 3% de ses commissions nettes.

R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Octobre 2026
Valeur : 14 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4188	134.4338
1	EUR	EURO	150.6297	150.6868
1	GBP	POUND STERLING	177.7321	177.8460
100	JPY	JAPANESE YEN	84.9140	84.9449
1	CNY	CHINESE YUAN	20.0856	20.0887
1	CHF	SWISS FRANC	161.6971	161.8125
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4350	94.4522
1	DKK	DANISH KRONE	20.1527	20.1553
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4739	13.4863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.0379	14.0512
1	AED	UAE DIRHAM	36.5945	36.6015
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8030	35.8089
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.1415	436.3317
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8155	45.2659
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5140	13.5156
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8569	20.9637
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3555	3.3659
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.7141	181.7141

À L'APPROCHE DES RÉSULTATS

Les marchés actions chahutés en Asie

Les marchés actions ont entamé la séance de lundi de manière erratique, la saison des résultats semblant devoir mettre à l'épreuve les valorisations élevées des valeurs technologiques, tandis que le pétrole reculait dans la confusion autour de la possibilité, ou de la volonté, de la Russie d'accroître ses exportations d'énergie.
Alors que le conflit dans le Golfe se poursuivait avec des frappes contre des navires et des aéroports, l'annonce par le président Donald Trump d'une trêve énergétique entre l'Ukraine et la Russie a brouillé les cartes concernant l'offre de pétrole.
La proposition de Donald Trump visant à accroître les exportations russes de diesel a ajouté à la confusion, tout en suscitant l'opposition de sénateurs républicains et démocrates, qui l'estiment potentiellement illégale.
Les contrats à terme sur le Brent ont commencé la séance en hausse, avant de reculer de 1,3 %, à 103,38 dollars le baril, sous un récent sommet de 109,97 dollars, tandis que les contrats à terme sur le brut américain ont cédé 1,7 %, à 90,29 dollars le baril. [O/R]
Les actions sud-coréennes ont chuté de 3,1 % et les valeurs taïwanaises ont reculé de 0,2 %. L'indice le plus large de Morgan Stanley Capital International (MSCI) regroupant les actions de la région Asie-Pacifique hors Japon a cédé 0,4 %, tandis que les valeurs vedettes chinoises ont perdu 0,1 %.
À Wall Street, les contrats à terme sur l'indice Standard & Poor's 500 (S&P 500) ont progressé de 0,3 %, tandis que ceux du Nasdaq ont gagné 0,4 %. En Europe, les contrats à terme sur l'EUROSTOXX 50 ont augmenté de 0,5 %, ceux du DAX de 0,6 % et ceux du FTSE de 0,4 %.
Les échanges sont restés peu nourris, les marchés japonais étant fermés et les États-Unis observant un jour férié partiel à la veille de la saison des résultats, dont les grandes banques américaines donneront le coup d'envoi mardi.
TSMC, le premier fabricant mondial de puces avancées pour l'intelligence artificielle (IA), devrait publier jeudi un sixième trimestre consécutif de bénéfices records.
Les bénéfices du S&P 500 devraient bondir de plus de 30 % au troisième trimestre, selon LSEG IBES, même si l'essentiel de cette progression provient du secteur technologique.
My Bui, économiste chez AMP, a indiqué que la totalité de la hausse du S&P 500 depuis la mi-septembre provenait des valeurs technologiques, tandis que les investisseurs exigeaient des rendements plus élevés pour financer les emprunts massifs liés à l'IA.

R I.

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse

La Bourse suisse maintenait ses gains lundi à l'approche de la mi-journée, soutenue notamment par un léger reflux des prix du pétrole. La tension au Moyen-Orient continue néanmoins de retenir l'attention des investisseurs, ceux-ci se concentrant sur le véritable test que représenteront vendredi les données sur l'inflation en zone Euro et aux Etats-Unis, alors que débute la saison des résultats du 3e trimestre.
A ce titre, "toute surprise à la hausse pourrait relancer la tension sur les taux longs et rapidement réduire l'optimisme boursier", observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. L'équilibre reste donc fragile, entre des bénéfices encore solides et un coût du capital qui se rapproche de niveaux inconfortables.
Les marchés européens pourront s'appuyer ce lundi sur la clôture en hausse de Wall Street vendredi, ses trois principaux indices ayant fini en hausse, récupérant une partie du terrain perdu lors de la séance précédente.

Léger reflux de l'or noir

Côté hydrocarbures, les prix ne s'affichaient plus qu'en léger repli, le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale du pétrole, cédant vers 10h40 à peine 0,06% à 104,65 dollars et son équivalent américain WTI 0,21% à 91,64 dollars. Face à des signaux passant au rouge vif pour les élections de mi-mandat, Donald Trump a opéré un renversement spectaculaire de la politique américaine à l'égard de la Russie, Washington autorisant à nouveau le retour du diesel russe vers le marché américain et mondial.
La semaine sera dominée par l'inflation américaine, les premières grandes publications trimestrielles, l'évolution des taux longs et les développements autour de l'Iran, du détroit d'Ormuz et du diesel.
A la Bourse suisse, le SMI, après avoir ouvert en progression de 0,44%, a évolué de manière latérale, ses gains se fixant vers 10h40 à 0,39% à 13'831,07 points. Le SLI en faisait de même, prenant 0,35% à 2226,87 points et l'indicateur élargi SPI 0,32% à 19'604,57,32 points.
Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, seules quatre perdaient du terrain et 26 en gagnaient, alors que le chimiste de la construction Sika faisait du surplace. Les quatre poids lourds soutenaient les indices, en particulier le bon Roche (+0,8%). Le géant pharma était recherché après le relèvement par Jefferies de son objectif de cours, la recommandation étant toutefois maintenue à "underperform". Le groupe d'électrotechnique ABB s'étoffait de 0,3%, Novartis de 0,5% et Nestlé de 0,2%.
Alors que les nouvelles d'entreprises se faisaient rares, la tête du classement se voyait chamboulée, le spécialiste des soins de la peau Galderma s'installant sur la plus haute marche du podium provisoire, devant le fabricant d'implants et appareils auditifs Sonova (+1,2%), ce dernier bénéficiant aussi d'un relèvement d'objectif de cours par Deutsche Bank. Roche avait grimpé au 3e rang.
Les assureurs Swiss Re (+0,8%) et Swiss Life (+0,8%) faisaient aussi bonne figure à l'image des autres valeurs financières, reléguant le gestionnaire d'actifs Partners Group (+0,7) après un solide départ. Suivaient le gestionnaire de fortune Julius Bär (+0,7%), Helvetia-Baloise (10,7%) et Zurich Insurance (+0,6%).
En bas de tableau, le chocolatier Lindt & Sprüngli (-0,9%) avait repris la lanterne rouge, derrière la défensive Swisscom (-0,2%) et le chimiste de la construction Sika (-0,2%).
Sur le marché élargi, le spécialiste des armoires électriques Centiel chutait de près de 6,7%, après avoir revu à la baisse ses attentes de revenus et de rentabilité opérationnel pour 2026.
Evonext décollait de 9,6%, la coquille vide depuis la faillite du chimiste Evolva ayant trouvé en Ascend Sport Technology un partenaire de fusion pour redonner vie à sa cotation.

Agence

LA CHEFFE DE LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE, KAJA KALLAS, L'A SOULIGNÉ

L'UE soutiendra une trêve énergétique entre l'Ukraine et la Russie "dès qu'elle tiendra"

L'Union européenne est prête à soutenir une trêve des frappes sur les infrastructures énergétiques entre la Russie et l'Ukraine "dès qu'elle tiendra", a affirmé lundi sa cheffe de la diplomatie Kaja Kallas.

"Bien sûr, nous saluerons le cessez-le-feu dès qu'il tiendra", a-t-elle déclaré avant le début à Luxembourg d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.
"Nous n'avons pas encore la certitude que la Russie va s'y conformer", a-t-elle ajouté.
Toute trêve devrait couvrir bien plus que les seules raffineries de pétrole dans les deux pays "où l'Ukraine en possède une et la Russie en a beaucoup, donc cela profite clairement aux Russes", a-t-elle encore affirmé.
Pour le moment, "la trêve énergétique ne fonctionne pas", a jugé de son côté le ministre estonien des Affaires étrangères Margus Tsahkna, à son arrivée à Luxembourg pour la réunion.
Le président américain Donald Trump a semé la confusion en annonçant une trêve énergétique entre Moscou et Kiev, après avoir annoncé avoir négocié la livraison de quantités massives de diesel russe aux marchés américain et mondial. L'Ukraine a déclaré qu'elle était prête à respecter cette trêve, mais Moscou n'a pour l'instant pas réagi.
Le meilleur moyen de mettre fin à ces frappes contre les raffineries de pétrole en Russie ou les centrales électriques en Ukraine est pour Moscou de mettre fin à la guerre, a souligné Kallas.
"Notre message est clair : si nous voulons mettre fin à cette guerre, la seule façon d'y parvenir est d'exercer davantage de pression sur la Russie", a expliqué l'ancienne Première ministre estonienne, appelant les États-Unis à "mettre en place les sanctions nécessaires afin que nous puissions réellement terminer cette guerre".
"Il n'y a pas d'autre voie: pression sur la Russie et soutien à l'Ukraine", a résumé de son côté la cheffe de la diplomatie lettonne Baiba Braze.
En Australie, le gouvernement a également commenté l'annonce du président américain.
"L'Australie soutient un cessez-le-feu énergétique qui soit respecté par la Russie et qui contribue à une paix juste et durable, selon les conditions fixées par l'Ukraine", a déclaré un porte-parole du ministère australien des Affaires étrangères dans une déclaration à l'AFP.

Agence

NORVÈGE

Amende record contre une filiale de Microsoft pour partage illégal de données

L'autorité norvégienne de protection des données a infligé lundi une amende record de 92 millions de couronnes (8,6 millions d'euros) à Xandr, société de publicité en ligne appartenant à Microsoft, pour partage illégal de données sensibles d'utilisateurs de Grindr. Selon cette autorité (Datatilsynet), des milliers d'utilisateurs norvégiens de l'application de rencontres ont vu des informations pouvant révéler leur orientation sexuelle transmises à potentiellement des milliers d'acteurs du secteur publicitaire, sans avoir donné explicitement leur accord. Concrètement, Xandr est accusé d'avoir traité puis retransmis des données d'utilisateurs de Grindr vers un système d'enchères publicitaires en temps réel («real-time bidding»), où elles ont pu être communiquées à potentiellement des milliers d'entreprises afin de permettre l'affichage de publicités ciblées. Pour sa défense, Xandr a expliqué avoir cru que Grindr avait préalablement recueilli le consentement de ses utilisateurs.
«Les violations dans cette affaire sont très graves», a déclaré la directrice de Datatilsynet, Line Coll, citée dans un communiqué. «La responsabilité en matière de protection des données ne peut pas être déléguée à d'autres. Chaque entreprise doit elle-même s'assurer, et être en mesure de prouver, qu'elle est autorisée à utiliser ces données», a-t-elle dit. Les infractions se sont étalées de juillet 2018 à avril 2020. L'affaire avait débuté en 2020 après une plainte du Conseil norvégien des consommateurs et de l'ONG de défense de la vie privée Noyb contre Grindr et plusieurs entreprises de publicité en ligne.
Xandr, alors connu sous le nom d'AppNexus, n'appartenait pas encore à Microsoft au moment des faits. Le montant de l'amende a donc été calculé sur la base de son propre chiffre d'affaires et non de celui du géant américain. La société dispose de trois semaines pour faire appel. En 2025, la justice norvégienne avait déjà confirmé une amende, record également à l'époque, de 65 millions de couronnes infligée par Datatilsynet à Grindr pour partage illégal de données sensibles.

R I.

ROYAUME-UNI

Le déficit budgétaire dépasse les 41 milliards €

Le Premier ministre Andy Burnham a exclu toute réduction des dépenses sociales pour financer la défense, arguant que la sécurité nationale « ne peut se faire au détriment de la sécurité sociale ». Le chancelier de l'Échiquier britannique Jean Healey Le Royaume-Uni sera confronté à un déficit budgétaire d'environ 35 milliards de livres sterling (41,3 milliards d'euros) lors du prochain exercice.
C'est ce qu'estime l'Institute for Fiscal Studies (IFS), qui met en garde contre la nécessité d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses sociales afin de maintenir les services publics actuels et de financer de nouveaux engagements, notamment le relèvement des dépenses de défense à 3 % du PIB, la création d'un service national de soins et la construction de logements sociaux. Le directeur de l'IFS, Hélène Miller, a déclaré que « si l'on prévoit des augmentations de dépenses de l'ordre de dizaines de milliards, il faut également envisager des augmentations d'impôts de l'ordre de dizaines de milliards », soulignant qu'« une manœuvre fondée sur la simple continuité n'est pas une option ». Le Premier ministre Andy Burnham Il a toutefois exclu toute réduction des dépenses sociales pour financer la défense, arguant que la sécurité nationale « ne saurait se faire au détriment de la sécurité sociale » et qu'il serait erroné de « piller » un secteur pour financer l'autre. Healey a réaffirmé le « devoir moral » du gouvernement de contenir la hausse des dépenses sociales, qualifiant la tendance actuelle de « non progressive ». Selon l'IFS, l'inflation érode les budgets ministériels et, sans nouvelles ressources, la qualité des services publics risque de se détériorer. Après les hausses d'impôts de 50 milliards de livres sterling (59,1 milliards d'euros) introduites par l'ancienne chancelière Rachel Reeves, une augmentation supplémentaire de 35 milliards de livres sterling (41,3 milliards d'euros) par an équivaudrait à une hausse de trois points de pourcentage de tous les taux d'imposition sur le revenu ou de la TVA, contrairement aux promesses électorales du Parti travailliste. Le gouvernement a déjà exclu d'étendre la taxe sur les manoirs aux maisons de plus de 1,5 million de livres sterling (1,7 million d'euros) et de nouvelles taxes sur les entrepôts, tandis que la pression pour une taxation plus élevée de la fortune et des gains en capital s'intensifie, des mesures qui, selon l'IFS, pourraient néanmoins nuire à l'économie.

Agence

ALLEMAGNE

Les pénuries de matériaux dans l'industrie s'aggravent

La situation demeure particulièrement critique pour les fabricants d'équipements de traitement de données et d'appareils électroniques et optiques.
Les pénuries de matières premières dans l'industrie allemande se sont à nouveau accentuées en septembre, bien que légèrement, selon une enquête de l'institut Ifo de recherche économique. D'après les données recueillies, 14,6 % des entreprises ont signalé une pénurie de produits intermédiaires, contre 13,3 % en août. La situation demeure particulièrement critique chez les fabricants de matériel informatique et de dispositifs électroniques et optiques, où la part des entreprises en situation de pénurie est passée de 33,2 % à 37,8 %. Dans l'industrie chimique, ce pourcentage a augmenté de 12,5 % à 18 %, tandis que dans l'industrie mécanique, il est passé de 14,9 % à 16,3 %.
La situation s'est toutefois améliorée dans la production et la transformation des métaux, avec un recul de 21,1 % à 14,2 %, et chez les fabricants de matériel électrique, de 29,5 % à 27,4 %. Dans l'industrie automobile, le chiffre est resté quasiment inchangé à 8,9 %. « On ne peut pas encore parler d'une augmentation générale des pénuries d'approvisionnement dans l'industrie. Cependant, dans certains secteurs spécifiques, la pénurie de produits intermédiaires redevient un problème important », a déclaré Klaus Wohlrabe, responsable de l'étude Ifo.

R I.

FRANCE/ÉNERGIE

Le prix de référence du gaz va encore augmenter en novembre, de 6,6%

Après septembre et octobre, le prix repère de vente du gaz va de nouveau progresser le mois prochain, a annoncé la Commission de régulation de l'énergie. Les ménages concernés, soit 60% des abonnés résidentiels au gaz, devraient voir leur facture augmenter de 12 euros TTC «en moyenne».
Vers une nouvelle hausse des prix du gaz pour une partie des Français. Ce lundi, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé que le prix de référence du gaz allait encore augmenter le mois prochain. Il progressera de 6,6% TTC au 1er novembre, «conséquence d'une augmentation des prix sur les marchés du gaz au mois de septembre comparativement à août».
Pour rappel, seuls les ménages «dont les offres sont indexées» sur ce prix repère sont concernés, soit environ 60% des abonnés résidentiels au gaz. Ceux qui ont une offre à prix fixe - environ 40% de ceux chauffés au gaz fin 2025 - en sont exclus. La hausse à venir n'est pas une première : ce prix repère avait déjà progressé de 5,6% en septembre, puis de 6,3% en octobre. Cette fois-ci, la hausse porte le prix repère de vente du gaz à «194,90 €/MWh TTC contre 182,88 €/MWh TTC au 1er octobre», détaille la CRE.
Pour les consommateurs ayant une offre indexée sur ce prix, la hausse devrait atteindre 12 euros TTC «en moyenne», calcule le gendarme du secteur. «Sous réserve que la situation reste à peu près stable d'ici la fin de l'année, la CRE estime que la facture annuelle 2026 pourrait être en moyenne 11 % plus élevée que la facture annuelle 2025 (soit +135 € TTC environ), les prix de début d'année ayant été relativement bas», ajoute-t-elle.

R I.

Comment les détecteurs d'IA devinent-ils qu'un texte vient de ChatGPT ?

Dans le premier volet d'une enquête concernant les détecteurs d'IA, Pangram et GPTZero ont plutôt bien reconnu les textes entièrement humains ou générés par ChatGPT. Les choses devenaient beaucoup moins claires avec un usage "hybride". On s'est toutefois posé la question : que se passe-t-il vraiment entre le moment où l'on colle quelques centaines de mots dans un détecteur et celui où apparaît un verdict à 97 ou 100 % IA ? Pour le comprendre, il faut déjà oublier une partie de ce que l'on raconte encore sur ces outils…

2e partie

Un texte entre dans Pangram ou GPTZero, l'interface mouline quelques secondes et le verdict tombe : humain, IA, mixte, le tout accompagné d'un pourcentage qui semble d'une précision redoutable. Pourtant le détecteur ne « sait » pas que ChatGPT a écrit le texte. Voilà toute la nuance est là.
Il ne dispose pas d'un registre recensant les réponses produites par ChatGPT, Claude ou Gemini et ne demande pas secrètement à OpenAI si le passage vient de ses serveurs. Dans le cas de Pangram et GPTZero, il essaie plutôt de répondre à une question statistique : à quelle famille de textes ce que je viens de lire ressemble-t-il le plus ?
Comment un détecteur analyse-t-il réellement un texte ?



Non, un détecteur d'IA n'est pas un logiciel antiplagiat

Une petite distinction s'impose ici, d'autant que Pangram propose aujourd'hui les deux fonctions. Avec son abonnement payant, le service peut également lancer un contrôle antiplagiat, il compare alors le document à des sources existantes et signale les passages similaires, avec leur provenance lorsqu'elle est identifiée. Pangram affirme effectuer cette recherche parmi des milliards de pages web, articles, publications académiques ou livres.
La détection d'un texte généré par IA ne fonctionne pas, du tout, de cette manière. Pangram ne cherche pas une copie du passage quelque part sur le Web pour déterminer qu'il vient de ChatGPT ou autre. Son modèle analyse le texte qui lui est soumis et tente d'en estimer la provenance à partir des caractéristiques qu'il a appris à reconnaître.
Pangram permet de visualiser assez simplement le début du processus. Le texte est d'abord découpé en tokens, des unités qui peuvent correspondre à un mot, une partie de mot ou un signe de ponctuation. Chacun est ensuite converti en une représentation numérique, ou embedding, exploitable par le réseau neuronal.
N'imaginez pas derrière cela quelques règles écrites à la main, pour caricaturer, des choses comme « beaucoup de tirets longs = ChatGPT » ou « phrases trop régulières = IA ». Le réseau apprend à combiner un grand nombre de caractéristiques présentes dans les mots, les phrases, tout autant que dans leur contexte. Autrement dit, pour son volet détection IA, le logiciel ne cherche pas à retrouver votre texte ailleurs, il cherche plutôt à déterminer à quelle forme d'écriture il ressemble.

Derrière Pangram, il y a… un modèle de langage

C'est là que le fonctionnement devient assez intéressant puisque, pour détecter l'écriture d'une intelligence artificielle, Pangram 4 s'appuie lui-même sur un modèle de langage.
Son socle repose sur une architecture dite Mixture-of-Experts (MoE) : plusieurs sous-réseaux spécialisés composent le modèle et seule une partie d'entre eux est sollicitée selon ce qu'il analyse. Pangram ajoute ensuite à cette base plusieurs « têtes de classification », autrement dit, des modules chargés de transformer les représentations du texte en prédictions sur son origine.
En quelque sorte, c'est le même matériau de départ que pour une IA générative, mais avec une toute autre mission. Un LLM, comme le sont ChatGPT ou Claude, utilise ses représentations du langage pour déterminer quel token pourrait venir ensuite. Pangram les exploite pour répondre à d'autres questions : ce passage paraît-il humain ? généré ? assisté ? mélange-t-il plusieurs origines ?
Tous les détecteurs n'utilisent pas exactement la même architecture. GPTZero décrit de son côté son système comme un modèle de deep learning hiérarchique, multitâches et capable de produire des analyses sur plusieurs niveaux du texte.
Pour nos essais lors du premier volet, nous avons utilisé GPTZero 4.1m, le modèle disponible dans l'interface au moment de nos tests. Dans les deux cas, l'idée première reste cependant la même, à savoir d'utiliser une IA entraînée à comprendre les régularités du langage pour essayer de reconnaître l'écriture d'autres IA.

Et les filigranes invisibles laissés par les IA ?

Oui, il existe bien une autre manière d'identifier un texte généré. Tout simplement avecun marquage au moment même de sa création. Depuis peu, cette piste ne concerne plus seulement Google ou Claude.
OpenAI vient d'annoncer textGrain, un filigrane invisible destiné aux textes générés par ChatGPT et Codex (pour l'Union européenne). Comme SynthID chez Google, il ne repose pas sur des caractères cachés, ni sur une métadonnée ajoutée au document. Le système agit directement sur la génération en orientant très légèrement les choix de mots effectués par le modèle afin de faire apparaître, à condition d'une longueur suffisante, un motif statistique qu'un détecteur peut ensuite rechercher.
Ce type de marquage est mis en place pour répondre notamment aux nouvelles obligations de l'AI Act européen qui impose aux fournisseurs de rendre les contenus générés ou manipulés par IA détectables. Google utilise déjà SynthID pour plusieurs types de contenus, et OpenAI s'engage désormais dans la même voie pour le texte.
Cette approche ne remplace toutefois pas la raison d'être de services comme Pangram ou GPTZero. Cette méthode suppose que le service qui génère le texte ajoute lui-même le filigrane, et ce dès le départ. De son côté, un détecteur généraliste doit pouvoir analyser un texte dont il ignore totalement l'origine et qui peut avoir été produit par un modèle ne laissant aucune signature.
Et puis, surtout, l'efficacité du filigrane est imparfaite. OpenAI indique notamment que textGrain est bien plus fiable lorsque le texte s'allonge, mais que son signal peut fortement se dégrader après réécriture.
Dans ses propres essais, remplacer 10 % des mots par des synonymes faisait déjà nettement chuter la détection et la modification d'un quart du vocabulaire la réduisait drastiquement. Un résultat négatif ne nous permet donc pas d'affirmer qu'un texte n'a jamais été généré par IA.

Non, tout ne repose plus sur la « perplexité »

C'est pourtant l'explication que l'on retrouve encore souvent lorsqu'on recherche comment fonctionnent les détecteurs d'IA. La perplexité permet, pour rester simple, de mesurer à quel point une suite de mots est prévisible pour un modèle de langage.
Si les termes employés correspondent souvent aux choix que ce modèle juge les plus probables, la perplexité sera relativement faible.
La burstiness, souvent citée avec cette dernière, s'intéresse davantage aux variations de cette prévisibilité au fil du texte. L'idée est simple : les premières générations de ChatGPT produisaient volontiers des textes réguliers, grammaticalement propres et constitués de choix statistiquement… attendus. Un humain peut davantage casser son rythme, changer brutalement sa construction, son phrasé, ou choisir des mots moins évidents.
Oui, ces métriques ont joué un rôle dans les premières versions de GPTZero. Néanmoins, continuer à expliquer son fonctionnement actuel uniquement de cette manière serait faux. Par exemple, GPTZero indique ne plus utiliser perplexité et burstiness pour sa détection depuis l'automne 2023, après son passage à une architecture fondée sur le deep learning.
Cela ne veut pas dire que toutes les méthodes qui exploitent les probabilités des modèles ont disparu. Une étude Binoculars, présentée en 2024, compare par exemple les scores produits par deux modèles de langage préentraînés dans le but de distinguer les textes rédigés par des humains des textes générés par IA, sans entraîner au préalable un classificateur spécifique sur des productions de ChatGPT. Il y a donc plusieurs familles de techniques, mais réduire Pangram ou le GPTZero actuel à de simples calculs de perplexité revient à expliquer une génération précédente de ces outils.

Pour reconnaître l'IA, il faut d'abord lui montrer beaucoup de textes humains

Pour un classificateur comme Pangram, une bonne partie du travail se joue lors de son entraînement. Le principe paraît simple sur le papier puisqu'il consiste à lui présenter des textes dont on connaît déjà la provenance. Certains sont humains et d'autres artificiels. Le réseau ajuste alors progressivement ses paramètres afin de mieux les distinguer.
Pangram explique avoir commencé ce processus avec environ un million de documents, naturellement des écrits humains ainsi que des productions provenant de plusieurs modèles de langage, avec un corpus couvrant des domaines très différents : essais, littérature, presse, critique, articles scientifiques, etc.
De son côté GPTZero indique aussi entraîner ses modèles sur des millions de documents, avec des sources de provenance assez similaires. Toutefois, accumuler énormément de textes ne suffit pas. Encore faut-il éviter que le modèle apprenne à répondre à la mauvaise question.

Le piège des données d'entraînement

Imaginons que tous les textes humains présentés au détecteur soient des romans, tandis que tous les exemples artificiels soient des dissertations produites par ChatGPT. Il pourrait obtenir d'excellents résultats en apprenant simplement : roman = humain et dissertation = IA. En tout cas, il distinguerait parfaitement les deux corpus, évidemment sans avoir réellement appris ce que l'on attend de lui. Pangram cherche notamment à réduire ce biais avec ses mirror prompts.

(A suivre)

Pourquoi Renault envisage sérieusement de refaire un vrai Espace ?

Bien plus emblématique que les remakes de ses stars passées dont Renault a pris l'habitude (R5, R4, R8…), cet E-Space concept ne célèbre pas seulement l'héritage du père des monospaces, né en 1984, il remet l'attention sur les atouts du monovolume et comment Renault veut se développer.

Le stand Renault du Mondial de Paris 2026 ne manque pas d'animation. Outre la nouvelle version Twingobay avec toit vitré panoramique de 0,7 m² pour la Twingo E-Tech electric, la série limitée Hypnotic du Rafale hybrid E-Tech 4x4 300 ch, on retrouvera la Renault 4 JP 4x4 dont la production tarde à être confirmée mais aussi la R5 Turbo 3E et, dans la même veine sportive, la Renault 8 Gordini Concept. Un nouvel exercice de retrodesign qui n'aboutira pas en série mais que Renault justifie comme "Un hommage à l'un des modèles qui a le plus contribué à forger son image sportive".

Quitte à s'inspirer de son passé, Renault semble plus concret quand il s'attaque à son monospace emblématique codéveloppé à l'époque avec Matra et qui pose la base du E-Space Concept. Une étude de salon qui incarne la vision de Renault sur ce que seront les "Voitures à vivre" de demain. Et c'est Alexandre Malval (ex-Citroën et Mercedes) arrivé à la tête du design Renault en janvier 2026 qui nous explique le projet :

"Quand on a réfléchi avec Laurence Van den Acker (Directeur du design groupe, ndr.) aux thèmes que le design pouvait explorer pour le Mondial de Paris, il y avait la R8 Gordini pour l'émotion et la sportivité mais rapidement on s'est dit « il faut faire quelque chose avec l'Espace de 1984 » car c'est peut-être l'incarnation la plus pure de tous les marqueurs de la nouvelle stratégie de Renault centrée sur l'humain et l'électrification (…) L'Espace a véritablement fait évoluer la façon de penser la mobilité, Il a influencé l'ensemble du secteur, tous segments confondus avec la Twingo puis le Scénic. L'Espace est une voiture centrée sur ses occupants, généreuse et conçue pour voyager ensemble autrement. Nous sommes convaincus que ces valeurs restent contemporaines et le monocorps reste la meilleure silhouette pour offrir un maximum d'espace intérieur dans un encombrement réduit. De plus, son efficience aérodynamique est bien supérieure au SUV. Encore aujourd'hui, il n'y a rien de comparable à une Renault Espace dans la circulation (…) Avec le concept E-Space, Il s'agit d'une réinterprétation, moderne et séduisant, c'est l'Espace originel que nous projetons dans l'avenir sans aucune nostalgie" assure, Alexandre Malval, le directeur du design Renault.

"Ce concept c'est aussi la démonstration de notre stratégie qui repose sur la séduction (Design to be love), l'électrification puisque c'est le cap « Electrified by passion » fixé pour 2030 par François Provost, notre Directeur Général avec 100% de la gamme électrifiée et, bien sûr la vie à bord, la manière dont nous leur fournissons les meilleurs outils technologiques (People first tech) dans un intérieur repensé, un développement qu'on nomme « Crafted Space ». C'est une approche tout à fait unique de Renault pour les architectures véhicules et l'idée d'offrir un plus aux clients. Dans les années 1960, ça été le hayon, Renault a été le premier à le proposer sur la Renault 16 ou la Renault 4. Puis, Il y a eu la banquette coulissante sur la première Twingo, que nous continuons à proposer sur la nouvelle. Et bien sûr, les sièges amovibles de la Renault Espace pour un intérieur que l'on pouvait configurer à sa guise."



Ces quatre thèmes au slogans anglicisés soi-disant plus vendeurs (Design to be love / Electrified by passion / People first tech / Crafted Space) ne sont pas inédits, ni exclusifs à Renault mais ils s'inscrivent bien dans la continuité d'un constructeur qui n'a jamais usurpé sa devise de fournisseur de "Voitures à vivre". Et ce concept E-Space qu'Alexandre Malval a développé avec Romain Gauvin, responsable du design Avancé de Renault et Stéphane Maiore, le responsable des intérieurs, illustre donc ces quatre dimensions, d'abord, côté design "La séduction est un élément essentiel et l'E-Space offre un style immédiatement reconnaissable grâce à cette continuité entre le pare-brise et le capot, qui est la marque de fabrique de l'Espace.

Il y a aussi cette ligne de caisse continue et horizontale qui procure un sentiment de sérénité, de modernité, ce n'est pas une voiture agressive. Et grâce à ses grandes surfaces vitrées, elle laisse entrer beaucoup de lumière à l'intérieur mais également, depuis l'habitacle, vous voyez tout ce qui se passe à l'extérieur, c'est quelque chose de vraiment agréable qui a été perdu ces dernières années. Pour nous, l'habitacle s'apparente à une architecture de verre et la partie inférieure cache les batteries.

On retrouve également une ligne de rupture horizontale au bas de la carrosserie, comme sur l'Espace d'origine, afin d'affiner la silhouette. Le deuxième atout du E-Space concept, c'est logiquement l'intérieur conçu comme un véritable espace de vie, avec, bien sûr, six sièges individuels pivotants qui permettent toutes les configurations dont vous avez besoin, vous pouvez même rabattre pour les transformer en tables basses. La seule chose que vous ne pouvez pas faire, c'est les retirer".

Le Renault E-Space concept entre clin d'œil au passé et éléments moderne

Identiques par leur taille et leur design, ces six fauteuils autorisent plusieurs combinaisons. Au rang 2, il pivotent à 180° pour former un espace salon avec le rang 3 ou, bien, se replient complètement pour former une grande table au profit des occupants arrière. Et, logiquement, en position de marche, donc tournés vers l'avant, on y dispose de tablettes aviation avec dalle 12,3 pouces intégrée au dos des sièges du rang 1.

"Nous avons optimiser l'espace intérieur en réduisant le tableau de bord au minimum face au conducteur et il est remplacé par notre système OpenR Panorama, une dalle qui s'étend sur toute la largeur de l'habitacle (1 130 x 110 mm)" précise le directeur du design Renault "Le pilotage tactile des différentes fonctions se fait via les écrans pivotant autour d'une base tubulaire supportant la direction « by wire » sans liaison mécanique. Et l'espace libéré sous la planche de bord est exploité par un meuble de rangement sur toute la largeur de l'habitacle" poursuit Alexandre Malval.

Une nouvelle plateforme électrique chez Renault

Un aménagement qui resterait complexe à proposer en série, en revanche, la longue lame d'affichage OpenR Panorama en bas de pare-brise, doublée d'un écran de contrôle évoque la configuration déjà proposée par le récent BMW iX3 et Renault la promet sur ses futures Rafale et Scénic. Ce dernier inaugurant également, début 2028, la toute nouvelle plateforme électrique RGEV medium 2.0 de Renault aussi inédite qu'ambitieuse : 800V, de 275 à 500 ch, quatre roues motrices et directrices…

Et Alexandre Malval de reprendre "Avec l'équipe des couleurs et matières nous avons cherché des matériaux très raffinés pour l'intérieur à l'image des panneaux garnis de textile et choisi ce camaïeu de rouge ou de l'épaisse moquette corail en dégradé, pour un intérieur des plus chaleureux et accueillants. Dès le début, nous nous sommes davantage inspirés du monde de l'architecture que de l'industrie automobile, pour nous, c'est comme ça que l'habitacle devient un espace de partage et de vie commune. D'autant qu'avec la propulsion électrique qui donne ce plancher entièrement plat, ça signifie davantage de modularité et de liberté de mouvement pour les passagers. Sans compter la possibilité de réduire les porte-à-faux et d'avoir des proportions extérieures bien meilleures."

L'intérieur du Renault E-Space concept s'avère très logeable

Avec une longueur de 4,70 m pour une largeur de 2,02 m et une hauteur de 1,67 m, l'E-Space Concept montre un espace à bord bien plus aéré et logeable qu'un Peugeot e-5008 qui affiche 4,79 m de long pour 1,69 m de haut et 1,89m de large. Et si à la décharge du SUV du lion, le e-5008 tient compte, lui, de toutes les contraintes de la série, il ne peut faire oublier la supériorité de la silhouette monospace dès qu'il s'agit de rapport habitabilité/encombrement.

"L'idée du concept E-space, c'est de capturer l'essence du premier Espace sans chercher à le copier pour en créer véritablement la nouvelle génération. C'est un concept immédiatement reconnaissable et une véritable alternative sur un marché dominé par les SUV. résume Alexandre Malval, le directeur du design Renault « Ce n'est donc pas seulement une réinterprétation de l'Espace, cela pourrait devenir la « voiture à vivre » du futur".

Mais ni le le directeur du design Renault, ni Fabrice Cambolive que nous avons interrogés ne confirment une prochaine mise en production et le grand patron du commerce et du développement de Renault d'expliquer "On regarde comment faire mais le marché du monospace est petit en Europe contrairement à l'Asie ou l'Amérique du Nord (…)

Nous observons d'abord comment l'E-Space Concept est accueilli parce qu'au final, c'est toujours un équilibre entre l'investissement et le nombre de clients que l'on peut attirer"

Cependant, ce concept est riche d'idées et à n'en pas douter, d'autres solutions comme la nouvelle interface occupants/véhicule baptisée OpenR Panorama qu'inaugure cet E-Space Concept auront elles, au moins, des débouchés en série.

Mots fléchés

Corrélations / Bénéficiaires
Dévouement pour son pays
Accueil / Empestées
Incruster de tartre
Gros véhicule / Convoitise
Appareil de levage / Fin d'infinitif
Risque / Vifs
Peintre vénitien
Un sens
Récipients pour pâté
Champion
Genre de poissons
Comité d'entreprise / Surpris
Département français
Pied-de-veau
Dureté / Ville du Nigéria
Roulement de baguettes sur un tambour
Dieu nordique
Allure d'un cheval
Soldat américain
Théâtre parisien / À cet endroit
Garderies
Créateur du Penseur
Monticules de sable / Résistant
Erbium
Groupe crée par Joeystarr et Kool Shen
Ville d'Europe et d'Asie
Excrément
Citoyen
Difficulté / Arbre fruitier
Équerre
Procurés
Réputée
Sélection
Empereur des Russies / Ferme de Provence
Lettres royales / Positions
Distance chinoise
Traditions / Port belge
Condition
On le donne en musique
Suppliés
Ancienne Allemagne / Qui concerne le Roi
Princesses indoues
Indium / Trou normand
Éclairé
Navires
Accepté
Souverain
Longues périodes
Fils de ma soeur / Saison
Roi de Jarry / Odeur marine
Existerai
Aluminium / Note de musique
Grosse artère / Courbée
Commune bretonne
Dommage
Certaine
Annonce la spécialité / Bière anglaise
Conceptions / Percée
Désert rocheux
Jeu asiatique
Astate / Amende
Patriarche biblique / Voiture légère
Or / Pascal
Commune bretonne
Vierge
Oeuvres litté-raires
Essieu

PÉTROLE

Le Brent à plus de 106 dollars le baril

Les cours du pétrole sont en hausse lundi, soutenus par l'évolution des tension géopolitiques dans le monde. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,30 % à 106,08 dollars en début des échanges sur le marché de Londres.
Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, gagnait 1,31% à 93,05 dollars.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 13 octobre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

COMMUNICATION

Le ministre rencontre les principaux cadres dirigeants des imprimeries publiques et de l'Algérienne du papier

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a présidé, dimanche, une séance de travail ayant regroupé les principaux cadres dirigeants des imprimeries publiques et de l'entreprise Algérienne du Papier (ALPAP), a indiqué un communiqué du ministère.
Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Bouslimani a suivi un exposé sur "la situation de ces entreprises, les difficultés financières et les différentes entraves liées à la gestion et aux défis auxquels elles sont confrontées, ainsi qu'une série de propositions et de solutions pour surmonter cette situation", précise le communiqué.
A ce titre, le ministre a exhorté les responsables des imprimeries et de l'ALPAP à "intensifier les efforts pour améliorer la situation financière et développer la performance économique, à travers l'orientation vers la diversification et l'élargissement de l'activité, et la résolution des problèmes financiers soulevés dans le cadre des lois et règlements en vigueur", selon la même source.

MONNAIES

Le dollar à son plus haut en 18 mois

Le dollar évolue lundi à son plus haut niveau depuis un an et demi, les investisseurs restent prudents avant la publication, dans la semaine, de données clés sur l'inflation américaine susceptible d'orienter la future trajectoire des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed). L'euro a reculé de 0,22 % à 1,1176 dollar, après avoir enregistré une cinquième semaine consécutive de baisse la semaine dernière, sur fond d'inquiétudes des investisseurs quant à la santé des finances publiques françaises à l'approche de la présidentielle de 2027. Le yen s'est légèrement affaibli face au billet vert, qui s'échange à 158,61 yens. La livre sterling est quant à elle restée stable à 1,3230 dollar. Alors que la Fed a relevé ses taux le mois dernier pour la première fois depuis 2023 afin de maîtriser l'inflation, les marchés surveillent de près les indicateurs macroéconomiques. Selon l'outil FedWatch du CME, les opérateurs évaluent à 81 % la probabilité que la Fed maintienne ses taux inchangés ce mois-ci, contre 51 % le mois précédent.

AADL 3

200.000 logements sont en cours de réalisation

Un total de 200.000 logements inscrits dans le cadre du programme de location-vente « AADL 3 » sont en cours de réalisation, a annoncé, hier à Bordj Bou Arréridj, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, ajoutant que 300.000 unités de ce même programme seront lancées prochainement.
Lors d'une visite dans cette wilaya pour s'enquérir de l'état d'avancement du programme de location-vente AADL 3, M. Belaribi a indiqué qu'à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre, des logements seront distribués dans plusieurs wilayas. Il a ajouté que les ordres de versement relatifs à la deuxième tranche du programme AADL 3 ont été mis en ligne, précisant que la possibilité de son paiement en deux étapes est à l'étude.
Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a instruit, à Mila, les responsables du secteur d'allouer à cette wilaya une tranche supplémentaire de 7.000 à 8.000 logements en location-vente. Ce quota s'ajoutera aux 5.000 unités dont les travaux seront entamés dès la finalisation des procédures nécessaires à leur lancement, en réponse à la demande enregistrée pour cette formule, a-t-on indiqué lors de la visite de travail du ministre, qui a constaté l'avancement des travaux de 400 logements en location-vente (AADL 3) devant être distribués début novembre à Chelghoum-Laïd. Le ministre a salué, à cette occasion, les efforts déployés par les entreprises nationales de réalisation, ainsi que leur rapidité et la qualité de l'exécution des travaux. M. Belaribi a également annoncé le lancement, « dans les prochains jours », des travaux de réalisation de 300.000 logements de la même formule à travers le pays, et rappelé que la construction de 200.000 autres unités est « en cours » dans différentes wilayas.
Affirmant que le secteur « s'emploie à permettre aux souscripteurs d'obtenir leurs logements dans les plus brefs délais », le ministre a fait état des améliorations apportées aux logements AADL, notamment l'installation du chauffage central.

R E.

CONCOURS DU VILLAGE ET DU QUARTIER LES PLUS PROPRES À BEJAÏA

Aguemoune N'Ath Amar remporte le 1er prix

Le village Aguemoune N'Ath Amar, dans la commune de Taourirt Ighil (wilaya de Bejaia), a remporté le premier prix de la 4e édition du Concours du village et du quartier les plus propres, a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs.
Le deuxième prix a été décerné au village Zioui, de la commune d'Akfadou, tandis que le troisième prix est revenu au village Ighil N'tala, relevant de la commune d'Amalou. La cérémonie s'est tenue à la salle des congrès de la wilaya, en présence des autorités locales.
De plus, sept (7) autres villages ont été primés lors de cette édition, à savoir Igheledene (Beni Maouche), Ighil Outouaf (Timezrit), Ait Soula (Chemini), Tizi Lemanaâ (Amalou), Laâzib Oulahedhir (Ighrem), Taddart Tamokrant (Amizour) et Ath Yahia (Adekar). Dans la catégorie des quartiers, "L'houma Avazine", situé au chef-lieu de la wilaya, a décroché le premier prix, suivi de Taddart Oufella, dans la commune de Tazmalt, tandis que le centre-ville de Tichy a obtenu le troisième prix.
Le prix de l'excellence de cette 4e édition a été attribué aux villages d'Ath Djemehour, dans la commune d'Amalou, et de Taourirt Said Arab, dans la commune d'El Kseur.
Par ailleurs, 22 villages et 10 quartiers issus des différentes communes de la wilaya ont pris part à cette 4ème édition du concours organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Bejaia.

ENTREPRENEURIAT

Les responsables de NESDA de 11 wilayas en session de formation à Ouargla

L'agence de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) d'Ouargla a accueilli, lundi, les travaux d'une session de formation intitulée "Package Manager", au profit de plusieurs directeurs d'agences de wilaya à travers le territoire national, a-t-on appris auprès de la direction de l'agence d'Ouargla.
Axée sur le thème de la "communication efficace", cette session de trois jours (12-14 octobre) s'articule autour du slogan ''développer les compétences en communication pour renforcer l'impact positif''.
L'évènement réunit les directeurs de onze (11) agences de wilayas (Ouargla, Adrar, Laghouat, Tamanrasset, Tiaret, Illizi, Tindouf, El Oued, Khenchela, M'sila et Bouira).
L'initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale adoptée par l'agence, visant à développer les compétences de ses cadres et à renforcer leurs capacités professionnelles et de gestion. Elle ambitionne également de doter les responsables locaux d'outils de communication modernes afin d'optimiser la qualité des prestations, d'améliorer l'efficacité de la gestion et de suivre l'évolution dynamique du secteur de l'entreprenariat en Algérie. Le perfectionnement des aptitudes en communication des responsables locaux constitue pour NESDA la pierre angulaire pour établir des passerelles de dialogue constructif entre l'administration, les entrepreneurs et les porteurs de projets, contribuant ainsi à améliorer la qualité de l'accompagnement et à lever les obstacles devant les initiatives d'investissement des jeunes, a-t-on souligné. Les responsables de l'agence NESDA d'Ouargla ont indiqué qu'à travers cette formation, l'agence réaffirme son engagement ferme envers sa vision stratégique aspirant à développer les compétences, renforcer la performance et accompagner l'entrepreneuriat vers plus d'efficacité au service du développement économique local et national.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTÉRIEUR

La ministre souligne l'importance de la numérisation

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a souligné lundi à Blida l'importance de la numérisation pour le développement du tourisme intérieur, à travers l'utilisation de technologies modernes visant à moderniser la gestion et la promotion des atouts touristiques des différentes wilayas du pays.
Après avoir assisté à une présentation détaillée de la situation du secteur à Blida, en début de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, en compagnie du wali, M.Djamel Eddine Hashas, la ministre a déclaré que "la stratégie numérique mise en place conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la généralisation de la numérisation dans tous les secteurs, vise à développer le tourisme intérieur sous toutes ses formes, notamment thermal, montagnard et saharien".
La ministre a souligné la volonté de son département d'"améliorer les plateformes de promotion touristique afin de proposer une carte interactive des destinations touristiques à travers le pays, de mettre en valeur leurs atouts touristiques variés et les différents services modernes proposés, ainsi que d'améliorer la qualité des services, de lier le tourisme à la transformation numérique et de valoriser le patrimoine culturel et civilisationnel". Dans le même ordre d'idées, la même responsable a indiqué que le ministère poursuivait la modernisation des différents modes de gestion administrative, notamment par l'intégration de la numérisation et des technologies modernes dans diverses opérations telles que la gestion, la réservation et le paiement électronique, ce qui contribue à l'amélioration des services.
Dans le cadre de cette visite, la ministre présidera aujourd'hui l'inauguration de plusieurs nouvelles structures hôtelières, tant dans la commune touristique de Chréa et au centre-ville de Blida. Elle inspectera également d'autres structures en cours de réalisation et visitera une exposition consacrée à l'artisanat traditionnel à la Maison de l'artisanat traditionnel d'Ouled Yaïch, ainsi qu'à un atelier de formation dédié à la distillation de l'eau de rose et à un espace réservé aux guides touristiques.

R E.